



Gaïd Salah l'a réaffirmé à partir de Tamanrasset

«La lutte contre le terrorisme résiduel est une mission permanente»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a réaffirmé hier, l'engagement et la détermination de l'Armée nationale populaire, à défendre l'intégrité du territoire national et «à contrecarrer toute éventuelle menace quelle qu'en soit la nature»

Page 3

Assises de l'université d'été des Aurès à Batna

Le Festival Open space du théâtre d'expression amazighe est né

Page 15



La quête ou l'obsession du corps parfait observée chez une certaine jeunesse constantinoise adepte de fitness et de bodybuilding a fait exploser les ventes de compléments alimentaires pour sportifs.

Censés être pris pour améliorer la performance sportive, prendre de la masse musculaire ou pour perdre du poids, ces produits sont constitués de

Le choléra fait encore des victimes

Une femme décédée, de nouveaux cas signalés

L'épidémie du choléra continue de tuer et sa propagation risque de prendre encore plusieurs jours avant qu'elle ne soit définitivement endiguée.

Page 2



Affaire des dettes des clubs/ Medouar-présidents de clubs

Un bras de fer qui perdure

Page 18



Rentrée scolaire

Plus de 9 millions d'élèves attendus le 5 septembre

Plus de 9 millions d'élèves vont rejoindre les bancs de l'école le 5 septembre à travers le territoire national, répartis sur 27 351 établissements éducatifs, outre le recours aux classes préfabriquées pour remédier au problème de la surcharge durant l'année scolaire.

Page 3

Compléments alimentaires pour sportifs

Entre boom du marché et absence totale de contrôle

minéraux, d'oligo-éléments de vitamines et de macronutriments dont les fameuses protéines essentielles au développement des muscles.

Propriétaire d'un magasin à la nouvelle ville Ali-Mendjeli dédié à la vente de ces compléments alimentaires, Fouad B. avoue que jamais ses affaires ne s'étaient aussi bien portées depuis que les jeunes amateurs de bodybuilding affluent en nombre chez lui n'hésitant pas à déboursier entre 6 000 jusqu'à 24 000 dinars pour une seule boîte de deux kilogrammes de ce genre de produits. «Le désir d'obtenir des résultats et de

prendre de la masse musculaire le plus rapidement possible, pousse la plupart de mes clients à acheter ce qu'il y a de meilleur sur le marché et ce, peu importe le prix à déboursier», témoigne-t-il.

Alors, face à une clientèle qui, bien des fois, a du mal à s'y retrouver devant tant de produits promettant tous monts et merveilles, Fouad, qui se targue d'avoir plusieurs années d'expérience dans ce domaine, a assuré qu'il oeuvre à fournir ses conseils à ses clients en les aidant à choisir la marque qui les aidera à atteindre leurs objectifs.

Page 7



Le choléra fait encore des victimes

Une femme décédée, de nouveaux cas signalés

L'épidémie du choléra continue de tuer et sa propagation risque de prendre encore plusieurs jours avant qu'elle ne soit définitivement endiguée.



Par Massi Salami

Lundi soir, une femme suspectée d'être infectée par le choléra est décédée à l'hôpital de Boufarik (Blida), a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya.

Agée de 43 ans, la victime, originaire de la wilaya de Aïn Defla et atteinte de trisomie, a rendu l'âme, lundi soir, à l'hôpital de Boufarik, a indiqué le chef du cabinet du wali, Aït Ahmed Tahar, dans une déclaration à l'APS, ajoutant que les analyses concernant cette femme sont actuellement en cours au niveau de l'Institut Pasteur en vue de déterminer les causes à l'origine de son décès. Le même responsable a signalé le rétablissement de 31 malades sur 47 atteintes confirmées au niveau de l'hôpital de Boufarik, et originaires de Blida, Tipasa, Alger et Aïn Defla. Parallèlement, il a fait cas de 91 autres cas, dont 16 confirmés de choléra, issus de Blida (9), Tipasa (3) et Alger (4), actuellement en cours de prise en charge au niveau du même établissement hospitalier.

Depuis l'apparition de l'épidémie à la mi-août courant, le staff médical de cet hôpital a examiné quelque 922 personnes, parmi lesquelles 152 ont été pla-

cées en isolement, et leurs analyses en laboratoires effectuées par l'Institut Pasteur ont confirmé 47 d'atteintes par le choléra. Pour rappel, l'épidémie du choléra est à l'origine du décès de deux personnes, un homme de 46 ans et une femme de 53 ans, originaires de Blida, rappelle-t-on.

Hier, le ministère de la Santé a fait savoir qu'à la date du 26 août, 56 cas de choléra ont été confirmés sur les 161 cas hospitalisés depuis le 7 août.

La répartition des cas par wilaya se présente comme suit : Bouira 3 cas confirmés sur 6 cas suspects, Blida 30 cas confirmés sur 106 cas suspects, Tipasa 12 cas confirmés sur 19 cas suspects, Alger 10 cas confirmés sur 27 cas suspects, Médéa 1 cas confirmé et enfin Aïn Defla 2 cas suspects, a précisé le communiqué.

Même si le nombre de cas hospitalisés a diminué, compte tenu de la période d'incubation qui peut aller jusqu'à une semaine, le dispositif de surveillance est maintenu à tous les niveaux, précise le ministère. Par ailleurs, le président du conseil national de l'Ordre des médecins, le Dr Mohamed Bekkat Berkani, a plaidé pour la création d'une agence nationale de veille sanitaire ayant pour objectif de

contrôler et de faire face aux épidémies à transmission hydrique et aux épidémies infectieuses dangereuses.

Dans une déclaration à l'APS, le Dr. Bekkat Berkani a précisé, qu'en sa qualité de président de l'Ordre des médecins, il n'avait eu de cesse d'appeler à la création d'une agence nationale de veille sanitaire, en vigueur dans plusieurs autres pays et qui enfile le rôle de «gendarme dans la lutte contre les maladies à transmission hydrique et les maladies infectieuses, notamment la rougeole».

Selon le Dr. Bekkat Berkani, Cette agence a pour objectif de faire face aux risques de ces maladies à transmission hydrique, connues pour leur propagation rapide au milieu des habitants, tout en présentant les procédures devant être prises par les bureaux de médecine épidémiologique et préventive des communes à travers le contrôle bactériologique et chimique en vue d'éviter toute catastrophe. De son côté, le Pr. Abdelkrim Soukhal, épidémiologiste à la Faculté de médecine d'Alger a mis l'accent sur la nécessité de «respecter l'hygiène des mains, élément essentiel, a-t-il dit, dans la vie quotidienne de l'être humain afin de faire face aux maladies infectieuses dangereuses». Afin d'éviter les maladies

infectieuses à transmission vectorielle, notamment la grippe sous toutes ses formes, l'hépatite, l'ébola, le virus de l'inflammation gastro-entérique, le choléra et la typhoïde, le spécialiste a recommandé de se laver les mains plusieurs fois dans la journée. **M. S.**

Barrage de Medjaz El Bgar à Guelma

Une commission pour déterminer les causes de la mort de poissons

Une commission de wilaya a été installée avec pour mission de déterminer les causes de la mort d'un grand nombre de poissons dans le barrage Medjaz El Bgar de la commune de Aïn Makhoulf (55 km au sud de Guelma), a-t-on appris lundi auprès de la direction de la pêche et des ressources halieutiques.

Composée de représentants de plusieurs secteurs, la direction des services agricoles (DSA), l'antenne locale de l'Agence des barrages et des transferts (Anbt) et la daïra de Aïn Makhoulf, cette commission avait effectué une inspection de ce petit barrage, d'une capacité de 3 millions de m³, en vue d'évaluer l'étendue des dégâts et la quantité de poissons morts, a-t-on indiqué dans un communiqué émanant de la direction de ce secteur.

En attendant les résultats des analyses des échantillons prélevés sur les eaux de ce barrage, des mesures et des démarches urgentes ont été prises par cette commission interdisant la pêche dans le plan d'eau et l'évacuation des poissons morts par les équipes de la Protection civile, ainsi que le contrôle des récoltes jouxtant cette petite infrastructure hydraulique, selon le même document.

De son côté, le vétérinaire principal de la direction de la pêche et des ressources halieutiques, Salaheddine Oudaïnia, a déclaré à l'APS, que les équipes chargées de suivre ce dossier avaient prélevé des échantillons d'eau de ce barrage pour effectuer des analyses microbiologiques au niveau du laboratoire de prévention de la direction de la santé et de la population de la wilaya de Guelma. **R. N.**

En raison d'un arrêt du travail

L'embarquement de *Tassili 2* retardé de trois heures au port de Skikda

Par Rachid Chihab

Le port de Skikda a vécu hier, une journée particulière qui a perturbé le bon fonctionnement de ses services. La raison ? Un arrêt de travail de trois heures observé par les travailleurs de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv). Une action qui a retardé l'embarquement du bateau *Tassili 2* qui devait assurer la liaison entre le port de Skikda et celui de Marseille en France.

Déterminés à faire valoir leurs revendications socioprofession-

nelles, des dizaines de travailleurs de l'Entmv ont bloqué l'entrée du bateau pour empêcher les voyageurs de monter, a indiqué un travailleur joint par nos soins. «Nous avons fait un arrêt de travail de 3 heures pour manifester notre colère contre la situation dans laquelle se trouve notre entreprise et les conditions de travail dans lesquelles nous exerçons notre métier», explique notre source, qui précise que le bateau *Tassili 2* a démarré avec un retard de plus de trois heures.

Les protestataires réclament, entre autres, la révisions de la

prime de nuisance selon les catégories marines et la perception de la prime des corvées pour tous les membres de l'équipage. Ils demandent aussi l'actualisation et la régularisation des années de travail des marins recrutés après 1995.

Ils revendiquent également une prise d'encouragement digne des efforts fournis par les marins pour la réussite d'une année de travail, revoir la prime de courte escale, revoir le montant des allocations en devises et changement du fournisseur d'habillement en exigeant une qualité

meilleure digne d'un marin embarqué sur un navire à passagers.

En outre, ils exigent la satisfaction des besoins de formation des équipages, ouverture des commissions de participation et de formation sur des bases logiques, embarquement équitable des contractuels, amélioration de la qualité des vivres ainsi que la révision des frais de prise en charge. De plus, ils réclament l'instauration du 13^{ème} mois.

Sur ce dernier point, notre contact estime injuste qu'une entreprise qui vend les billets les

plus chers au monde refuse de donner le 13^{ème} mois à ses employés sous prétexte que la situation financière ne le permet pas. «Des entreprises publiques déficitaires octroient jusqu'à 100 000 DA du 13^{ème} mois, alors que la nôtre nous donne seulement 50 000 DA», déplore notre source qui estime nécessaire la mise en place d'une nouvelle grille de salaire et un congé avec un salaire comme toutes les autres compagnies (30 jours d'embarquement et 30 jours de congé). **R. C.**

Gaïd Salah l'a réaffirmé à partir de Tamanrasset

«La lutte contre le terrorisme résiduel est une mission permanente»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a réaffirmé hier, l'engagement et la détermination de l'Armée nationale populaire (ANP), à défendre l'intégrité du territoire national et «à contrecarrer toute éventuelle menace quelle qu'en soit la nature».



Par S. A. Mohamed

Gaïd Salah qui présidait hier la cérémonie d'installation du nouveau commandant de la 6^{ème} Région militaire à Tamanrasset, le général-major Mohamed Adjroud en succession au général-major Meftah Souab, nommé commandant de la 2^{ème} Région militaire à Oran, à tenu, par la même occasion, une rencontre avec le commandement et les cadres de la Région et a prononcé une allocution, suivie via visioconférence par toutes les unités des 6^{ème} et 4^{ème} Régions militaires, et à travers laquelle il a rappelé «les efforts laborieux qui ne cessent d'être consentis par les unités de la 6^{ème} Région militaire déployées le long de nos frontières Sud pour la sécurisation et la protection du

pays contre tous les fléaux et menaces, notamment le terrorisme aveugle, la criminalité organisée et la contrebande avec toutes ses ramifications», selon un communiqué du MDN. Gaïd Salah a tenu par la même occasion à rappeler la mission principale de l'ANP qui consiste à garantir la stabilité du pays. «La mission de défendre, amplement et en permanence, l'Algérie avec toutes ses frontières nationales et de renforcer les fondements de sa sécurité et sa stabilité, exige de persévérer à l'édification d'une armée puissante et moderne qui jouit toujours d'une disponibilité opérationnelle de haut niveau», a-t-il insisté. Une armée, poursuit-il, «éclairée par une vision clairvoyante dont les objectifs sont bien définis. Une armée qui tient compte de tous les défis qu'elle

doit prévoir et surmonter grâce au soutien immuable du Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale. «Le général de corps d'Armée s'est félicité, à cet égard, «des résultats obtenus dans le domaine de la lutte antiterroriste au niveau de la 6^{ème} Région militaire, soulignant que le nombre important des terroristes mis hors d'état de nuire en peu de temps, fait montre de l'efficacité de la stratégie adoptée pour l'éradication totale de ce fléau dangereux et dévastateur». Dans ce contexte, «il n'y a pas l'ombre d'un doute que la mission de la lutte contre le terrorisme résiduel constitue une mission permanente dont la fin ne sera atteinte qu'après l'éradication du dernier terroriste de notre pays». «Que tout le monde

sache que les enfants de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN) autant qu'ils s'honorent de l'accomplissement des nobles missions qui leurs sont confiées, autant qu'ils prêtent serment devant Allah et devant la patrie d'œuvrer, sans répit, à contrecarrer toute éventuelle menace quelle qu'en soit la nature, et à demeurer le rempart fort pour que l'Algérie soit toujours et à jamais souveraine et sécurisée dans toutes ses frontières grâce à Allah Le Tout-Puissant», a-t-il insisté. Gaïd Salah a, par la suite, suivi les interventions des personnels de la Région qui ont réitéré leur «indéfectible engagement pour l'accomplissement de leurs missions avec toute la rigueur nécessaire et la détermination requise», note la même source.

S. A. M.

Djamel Ould Abbès L'appel du Président pour un front populaire est nécessaire

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès a affirmé, lundi à Alger, que l'appel du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, pour l'édification d'un «front populaire» était «nécessaire» face aux défis internes et externes qui se posent à l'Algérie.

Intervenant lors d'une conférence de presse à l'issue des travaux du bureau politique du parti, M. Ould Abbès a indiqué que «face aux défis et agitations politiciennes que connaît le pays, il est impératif d'ériger ce front populaire auquel a appelé le Président Bouteflika pour préserver les acquis réalisés depuis l'indépendance, notamment durant les 20 dernières années, à l'instar de la stabilité, de la paix et de la quiétude».

Le Président de la République avait appelé dans son message à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid (20 août) à édifier «un front populaire solide pour garantir la stabilité de l'Algérie face à toutes les manœuvres internes et menaces externes», mettant en garde contre «les crises extérieures qui se jouent à nos frontières et qui sont porteuses de dangers du terrorisme abject et des réseaux du crime organisé».

«En plus des dangers qui guettent l'Algérie de l'extérieur, notamment le long des frontières sud, des parties à l'intérieur du pays de dénigrer toutes les réalisations accomplies», a précisé M. Ould Abbès, soulignant que «le FLN qui adhère à l'appel du Président n'entend nullement s'approprier cette initiative».

«26 partis et organisations ont pris contact avec le FLN concernant cette initiative de Front uni», a-t-il ajouté, soulignant que son parti était en passe d'élaborer «un avant-projet de charte d'honneur de ce Front uni».

Par ailleurs, le bureau politique du FLN a appelé, lors de sa réunion, tous les secrétaires de mouhafadate et présidents de comités transitoires ainsi que tous les élus à oeuvrer afin de drainer davantage de militants.

K. M.

Rentrée scolaire

Plus de 9 millions d'élèves attendus le 5 septembre

Plus de 9 millions d'élèves vont rejoindre les bancs de l'école le 5 septembre à travers le territoire national, répartis sur 27 351 établissements éducatifs, outre le recours aux classes préfabriquées pour remédier au problème de la surcharge durant l'année scolaire.

Intervenant lors de la conférence nationale des directeurs des wilayas de l'éducation organisée en prévision de la prochaine rentrée scolaire, la ministre de l'Éducation nationale, Mme Nouria Benghebrat a précisé que le nombre des élèves attendus pour cette nouvelle rentrée a atteint 9 269 892, ceux du palier primaire représentant 48,8% du total des élèves et le reste des taux réparti entre les cycles moyen, secondaire et préparatoire dans 26 964 établissements éducatifs.

Le coup d'envoi de la rentrée scolaire 2018/2019 sera donné à partir de la wilaya de Mascara sous le slogan «faire du vivre-

ensemble en paix : un acquis et un principe éducatif et citoyen», a fait savoir Mme Benghebrat.

Pour la réussite de cette nouvelle rentrée scolaire 2018/2019, la ministre a relevé l'installation de cellules de suivi de la rentrée, une au niveau de l'administration centrale du ministère chargée d'intervenir instantanément pour remédier aux insuffisances constatées. Deux autres cellules au niveau de chacune des deux inspections générales du ministère afin d'exploiter les informations parvenues des inspecteurs chargés à leur tour de faire le suivi quotidien et l'évaluation journalière de la rentrée scolaire au niveau de leurs circonscriptions respectives.

Elle a fait savoir, par ailleurs, que cette année verra une surcharge des classes en raison des opérations de relogement des citoyens, outre la hausse du nombre des naissances, ce qui se répercutera sur le taux des nouveaux élèves inscrits.

Selon Mme Benghebrat, le nombre d'élèves a été revu à la hausse durant la période entre 2000 et 2018 estimé à 1 270 000 élèves, soit une hausse de 6,8 %.

La première responsable du secteur a indiqué que 27 351 établissements éducatifs ont été mobilisés, outre le recours aux classes préfabriquées mises en place par le ministère de l'Habitat, aux classes mobiles et au système des classes à double vacation.

D'autre part, la ministre de l'Éducation a instruit les directeurs de l'éducation à l'effet de mettre en place et dynamiser les cellules d'accueil des élèves et de leurs parents au niveau des directions de l'éducation et des établissements scolaires. Cette opération contribue à la réussite de la rentrée scolaire, par les orientations et les conseils prodigués aux élèves et à leurs parents, encourager la création des associations de parents

d'élèves, informer et sensibiliser la communauté éducative via l'espace numérique du système d'information dédié aux parents d'élèves.

Concernant le dialogue avec le partenaire social, Mme Benghebrat a annoncé une prochaine rencontre le 10 septembre avec les différents syndicats du secteur, appelant ces derniers à oeuvrer de concert pour assurer une rentrée sociale réussie.

A cette occasion, la ministre a fait savoir que des ateliers de formation seront organisés aujourd'hui au profit des secrétaires généraux des directions de l'éducation, qui seront suivis demain par une visioconférence avec les chefs d'établissements et par la suite, un séminaire avec les directeurs des instituts de formation et les chefs de service formation au niveau des directions de l'éducation.

Dans ce cadre, elle a indiqué que cette année scolaire se

caractérise par «la mise en oeuvre du processus de l'école de qualité à laquelle aspirent toutes les composantes de la communauté éducative et nationale». «Edifier une école de qualité est avant tout une construction collective et une démarche institutionnelle partagée. C'est un acte de redevabilité que nous devons tous assurer et assumer pour inscrire notre pays dans la société du savoir par le biais de la valorisation du capital humain», a-t-elle soutenu.

Et d'ajouter : «Toutes les actions engagées à cet égard s'inscrivent dans le cadre de la politique éducative rénovée, ciblant toujours l'enseignement primaire comme cycle prioritaire en vue de préserver l'équité et l'égalité des chances à l'ensemble des enfants pour l'accès à un enseignement de qualité, pertinent, efficient et inclusif, ancré dans l'algérianité».

Reda A.

Agriculture algérienne

Un levier principal de l'économie nationale en pleine mutation

Et disons-le d'emblée, sans précaution oratoire aucune : c'est parce que l'Algérie fut historiquement le grenier de Rome, dit-on, qu'elle devra être, aujourd'hui, le véritable grenier de l'Algérie, et affirmons-le avec la pleine conviction et parce que nos potentialités, voire nos capacités sont énormes et donnent, j'estime pleine satisfaction, que nous devons faire de l'agriculture, notre priorité absolue.



Par Mohamed Khiati

Ce postulat est d'autant plus préoccupant que la mondialisation de l'économie qui constitue, à l'heure actuelle, un phénomène majeur, tend à opérer une restructuration des règles qui régissent les échanges internationaux dans un sens plutôt défavorable aux pays grands importateurs de denrées alimentaires, au moment où de nombreuses études entreprises affirment la possibilité d'améliorer d'une manière significative, la production nationale à travers la mise en cohérence des politiques agricoles et agroalimentaires, la concrétisation d'une stratégie agricole reposant sur un ensemble de mesures à caractère économique, technique et institutionnel, propre à réunir les conditions d'une croissance agricole soutenue et durable par le biais d'une exploitation optimale et rationnelle, des ressources humaines, naturelles et matérielles existantes.

Les ressources naturelles agricoles que recèle le pays sont certes importantes, mais néanmoins relativement peu exploitées par rapport aux objectifs escomptés. La faiblesse de leur exploitation ne suffit pas, à elle seule, à expliquer les mauvais résultats de la production agricole, bien qu'en net accroissement, au vu de l'histoire de leur évolution et des améliorations, somme toute appréciables, enregistrées ces dernières années. En effet, le pays est loin d'avoir, en dépit des efforts louables consentis, tiré le meilleur parti de ses potentialités, et la contrainte majeure au développement de l'agriculture se trouve dans l'organisation du secteur, en ce qui concerne aussi bien ses structures de production que celles chargées de le soutenir sur les plans technique et économique.

A ce sujet, l'examen des performances en matière de production agricole montre l'existence d'un écart important entre celle-ci et la consommation de biens alimentaires agricoles de base qui sont pour l'essentiel, importés (céréales, laits, huiles...).

Pour illustrer cette vulnérabilité alimentaire, il y a lieu de noter que l'Algérie consacre annuellement entre 4 à 6 milliards de dollars pour son approvisionnement en denrées alimentaires, un chiffre qui demeure, par ailleurs, en nette augmentation. Les chiffres établis à l'heure actuelle, indiquent presque un doublement de cette facture, liée néanmoins à la hausse des prix des denrées alimentaires à l'échelle mondiale.

C'est par la revalorisation du travail agricole et la promotion du producteur agricole qu'il importe de commencer, pour pouvoir

impulser de façon efficace le progrès dans le secteur agricole et rural. Il s'agit d'harmoniser les formes organisationnelles du secteur agricole de manière à adapter les structures de gestion inhérentes aux caractéristiques socio-psychologiques propres à la paysannerie algérienne et à la recherche de l'efficacité et de lui faire imprimer une action de modernisation, en considérant que les petits et moyens paysans sont des alliés du développement en leur faisant bénéficier des bienfaits de la commercialisation et des services et en amorçant, parmi eux, un mouvement volontaire et spontané de coopération progressive, une mission qui relève, pensons-nous, à l'heure actuelle, beaucoup plus de l'organisation de la profession agricole.

A ce stade de la réflexion, il est important de rappeler qu'aujourd'hui, le pays dispose d'options politiques claires et possède une expérience suffisamment longue et riche depuis son indépendance, pour se départir des schémas importés ou théoriques qui, bien que parfois séduisants, sont souvent conçus dans un esprit et pour des conditions qui n'ont rien de commun avec les réalités du pays et de son évolution naturelle. S'il est une évidence que l'on perd parfois de vue et qu'il faudrait rappeler, c'est que les solutions aux problèmes de notre développement agricole et rural ne peuvent être que locales et que pour cela, elles doivent tenir compte des réalités du pays, en considérant ses potentialités agricoles, les divers handicaps naturels et humains et en premier lieu, de nos agriculteurs avec leurs caractéristiques et leurs limites, avec leurs capacités et leurs besoins qui, au demeurant, deviennent aujourd'hui, de plus en plus diversifiés, complexes et précis. Il faut néanmoins relever que les résultats des différentes réformes agraires et des politiques agricoles menées, malgré les insuffisances constatées tout particulièrement en matière d'organisation, de financement, de crédit et d'utilisation des intrants et des équipements, sont relativement encourageants puisque le taux de croissance de l'agriculture ne cesse de s'améliorer davantage au fil des années et a été en moyenne depuis l'année 1986 de 5% supérieur aux années antérieures et 11% au cours des cinq dernières années, (même si la fiabilité des statistiques est remise souvent en cause, la tendance constatée reste relativement fiable). Il faut, par ailleurs, attribuer cette tendance positive, sans doute, à la politique de plus grande libération des initiatives privées dans l'ensemble des domaines de l'agriculture, de l'alimentation et au caractè-

re porteur des marchés internes.

Sur le plan global, et dans un monde secoué par de profonds bouleversements et en pleine mutation, l'Algérie est en train de vivre un processus de réforme global qui vise à changer progressivement et radicalement une situation qui avait fini jadis, par montrer la société algérienne comme une «société bloquée». Pour sortir de cette situation, des réformes embrassant des domaines de la vie politique, économique et sociale ont été engagées, ces dernières années, pour concrétiser une démarche certes prudente, mais de rupture fondamentale. Celles-ci sont intervenues dans un contexte international marqué par la mondialisation de «l'idée démocratique» ou du democratizing development dans le jargon des pays anglo-saxons, embrassant tous les espaces qu'elle a pu investir au fur et à mesure qu'elle s'imposait.

Cette idée de développement démocratique a, semble-t-il, bouleversé complètement la configuration de la société algérienne dans sa globalité et sa diversité. La liberté et le pluralisme qu'elle a promus constituent désormais, des acquis à consolider et à étendre dans la mesure où ils sont perçus comme des facteurs déterminants dans une société qui veut progresser dans le sens des aspirations de la collectivité nationale. Les valeurs intimement liées à cette «idée démocratique qui sous-tend l'idée de participation, très perceptible aujourd'hui, dans la pratique quotidienne des citoyens, se sont traduites au plan économique par l'autonomie de la décision reconnue aux opérateurs économiques et par l'habilitation des notions de rentabilité, d'efficacité, de concurrence, de compétitivité et de responsabilité. Appliquée aux agriculteurs, cette dernière notion a été à l'origine de l'extraordinaire développement du mouvement associatif agricole, couronné par la création des chambres d'agriculture: institutions appropriées pour l'expression des préoccupations des agriculteurs. S'il est une aspiration hautement légitime des agriculteurs qui ne devrait souffrir d'aucune entrave, c'est celle d'accéder au rôle de producteurs responsables capables de se prendre en charge et d'assumer pleinement tous leurs actes de production agricole. Pour se concrétiser, cette aspiration commande aux agriculteurs d'inscrire leur action dans un cadre professionnel plus organisé qui permettra l'instauration de nouvelles relations de travail entre l'administration et la profession et l'émergence de ce qui est communément appelé la gestion

participative ou concertation".

La mutation actuelle que connaît l'agriculture algérienne succède à un long processus d'évolution dans la conduite de l'économie nationale dans sa globalité, gérée autrefois, d'une manière administrative et marquée essentiellement par une planification centralisée axée sur les aspects quantitatifs et privilégiant l'acte d'investir, au lieu du calcul économique et des notions de rentabilité et d'efficacité.

Les dysfonctionnements des mécanismes usités pour assurer une croissance économique équilibrée et répondant aux besoins de la collectivité nationale, ne sont en définitive, que le résultat de ce système de gestion administrative qui a révélé ses limites et ses effets pervers. Les mesures conjoncturelles initiées et mises en œuvre à des périodes déterminées, pour améliorer le fonctionnement de l'économie nationale se sont avérées souvent inefficaces d'où surgissait la nécessité de redéfinir le mode et les formes d'intervention de l'Etat dans la perspective du passage à l'économie de marché en concordance avec la mondialisation et la globalisation et leurs effets.

Ce développement conceptuel devait prendre en charge le traitement particulier à accorder à l'agriculture, en tant que secteur vital et éminemment stratégique, longtemps à la recherche d'un statut conforme à ses missions. Le secteur agricole qui emploie près de 24% de la population active totale recèle en effet, les seules ressources durables et renouvelables pour alimenter de façon régulière, la population en biens alimentaires. Sa redynamisation constitue aujourd'hui, dans déficit de la balance commerciale agricole et répondre aux besoins alimentaires d'une population en pleine croissance. Considéré néanmoins comme domaine prioritaire par les différents plans de développement qui se sont succédés, le secteur agricole n'a, en réalité, pas bénéficié de moyens et de mesures mises en place d'un encadrement suffisant. La contradiction est d'autant plus à relever que le long de la période de gestion administrative de l'économie, correspondant à la mise en œuvre des réformes agraires de premières générations, dans le contexte du socialisme et de l'économie planifiée, l'ensemble de la société attendait du producteur agricole qu'il lui assure une alimentation régulière, de qualité et à bas prix, en subissant seul, les conditions de travail et de vie les plus défavorables et en endossant, à lui seul, les risques de l'activité agricole.

Marginalisé et fragilisé au cours de cette période, marquée par les effets des restructurations successives, le secteur agricole a nécessité, plus tard, une intervention permanente de l'Etat pour le conforter dans son rôle stratégique découlant du «contrat social» qui lie les producteurs agricoles à la collectivité nationale. Cette intervention de l'Etat, par le biais de différents instruments de régulation était d'autant plus nécessaire que le passage à l'économie de marché risquait de fragiliser davantage le secteur agricole. Elle aura, dans ce contexte, pour principales finalités, l'assainissement et la consolidation du secteur agricole pour lui assurer une protection suffisante à même de lui permettre d'entrer dans la compétitivité inévitable à un contexte de marché libre et de concurrence. L'intervention de l'Etat par la régulation s'est inscrite dans un contexte de rupture radicale dans lequel, l'agriculteur passe du statut de producteur assisté et/ou marginalisé à celui d'entrepreneur autonome et responsable. La nécessité d'une transformation radicale des rapports au sein de l'agriculture s'est faite, graduellement et aisément, ces dernières années. Elle s'est plus ressentie que les réformes successives engagées procédaient d'une approche qui reléguait au second plan, sinon occultait, les motivations et les intérêts profonds des agriculteurs.

a suivre

Prix du pétrole

Le Brent grimpe à 76,79 dollars le baril

Les cours de l'or noir poursuivaient leur hausse hier en cours d'échanges européens, bénéficiant d'un affaiblissement du dollar après l'accord commercial conclu entre les Etats-Unis et le Mexique.



En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 76,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de lundi.

Quelques minutes avant, il a touché 76,87 dollars à son plus haut niveau depuis un mois et demi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 24 cents à 69,11 dollars.

Les cours «ont bénéficié d'un dollar plus faible et des espoirs que les Etats-Unis et la Chine parviennent à résoudre bientôt leur conflit commercial», ont jugé des analystes.

«Le récent attrait pour le dollar comme valeur refuge s'est atténué après la nouvelle positive d'un accord commercial entre les Etats-Unis et le Mexique», ont ajouté d'autres analystes, alors que la Maison-Blanche a annoncé la conclusion d'un accord lundi.

L'or noir étant libellé en dollars, un affaiblissement de celui-ci rend le pétrole moins cher pour

les acheteurs utilisant d'autres devises.

Le pétrole continuait ainsi sur sa lancée après avoir terminé en hausse lors de sept des huit précédentes séances, à New York comme à Londres.

La baisse, annoncée vendredi, du nombre de puits en activité aux Etats-Unis et le recul, dévoilé mercredi, des réserves américaines de brut ont contribué à doper les prix la semaine dernière. La perspective du retour des sanctions américaines visant les exportations iraniennes de pétrole au mois de novembre a également contribué à la récente haus-

se. Dans ce contexte, les investisseurs n'ont pas tenu compte d'une information sur une hausse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dévoilée lundi et qui aurait dû peser sur les cours. L'Opep et ses partenaires, tenus par un accord de réduction de la production en vue de maintenir les prix à un niveau élevé, ont extrait en juillet plus d'or noir que les mois précédents d'après les chiffres dévoilés par l'Organisation et relayés par la presse et les analystes.

H. M.

Téléphonie Lancement de l'enregistrement de demande de ligne fixe via Internet

Algérie Télécom (AT) a annoncé mardi le lancement d'un nouveau service consistant en l'enregistrement de demandes de ligne fixe via Internet et a appelé ses utilisateurs à profiter de cette nouvelle prestation destinée à améliorer son expérience clientèle, indique un communiqué de cette entreprise publique.

Pour effectuer la demande, il suffit de se rendre sur le site Web d'Algérie Télécom, rubrique «demande de ligne fixe» : www.algeriatelecom.dz/fr/demande-na et de remplir le formulaire d'inscription au service, précise l'entreprise, qui ajoute que suite à cette démarche, le client reçoit un e-mail de confirmation de l'inscription.

«Grâce à ce service, les clients d'Algérie Télécom n'auront plus besoin de se déplacer aux agences commerciales pour effectuer une demande de ligne fixe et sont informés du résultat de l'étude de faisabilité par e-mail», a souligné AT dans son communiqué.

«A travers ce nouveau service, Algérie Télécom confirme son engagement à renforcer sa stratégie de proximité avec les clients afin de répondre au mieux à leurs attentes», a assuré l'entreprise qui invite ses clients à visiter le site web : www.algeriatelecom.dz pour davantage d'informations ou à prendre contact avec ses web conseillers sur la page Facebook d'Algérie Télécom : www.facebook.com/algeriatelecomgroupe.

H. M.

Pour discuter d'investissement et de partenariat

Le P-DG de Sonatrach au Pérou

Le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, entame depuis hier à Lima (Pérou) une visite de travail pour discuter de partenariat et d'investissements avec de hauts responsables du secteur énergétique péruvien, a-t-on appris auprès du groupe pétrogazier.

M. Ould Kaddour, arrivé lundi à Lima, devrait rencontrer le ministre de l'Energie péruvien, Francisco Ismodes Mezzano, et le vice-ministre en charge des hydrocarbures, Eduardo Alfredo Guevara Dodds.

Le patron de Sonatrach aura également des entretiens avec les responsables de l'agence péruvienne chargée de la régulation de l'amont pétrolier ainsi qu'avec James Atkins Lerggios, président du conseil d'administration de PetroPeru, la compagnie pétrolière nationale du Pérou.

M. Ould Kaddour va mettre à profit son déplacement au Pérou pour discuter des projets gaziers développés par Sonatrach dans ce pays et devrait s'entretenir à cet effet avec les actionnaires

de TgP, société péruvienne détenue par un consortium de multinationales, composé d'Enagas, Sonatrach et du fonds de pensions canadien CPPIB.

En marge de cette visite, il devrait tenir une séance de travail avec le personnel de son groupe au siège de Sonatrach Peru où il est question de passer en revue le projet pétro-gazier, Camisea, dans lequel le groupe algérien est associé et faire un point de situation sur le projet de transport de gaz TgP et sur les perspectives de développement

concernant ces deux importants projets.

A l'issue de sa visite au Pérou, le dirigeant de Sonatrach devrait se rendre en Bolivie pour assister jeudi et vendredi au premier Forum international sur le gaz, la pétrochimie et les combustibles verts.

Lors de ce forum, M. Ould Kaddour devrait participer à un panel sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures aux côtés des dirigeants de Gazprom, Alexey Miller, de Total, Patrick Pouyanné et de Repsol, Antonio Brufau.

Reda A.

Céréaliculture à Constantine

Une production «record» de près de 3 millions de quintaux

La wilaya de Constantine a engrangé une production «record» en céréales au titre de la saison agricole 2017-2018 avec 2,9 millions de quintaux, une première jamais enregistrée depuis 22 ans, a-t-on appris lundi du directeur local des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

Qualifiant «d'excellente» cette production, le DSA a fait état, dans une déclaration à l'APS, de la récolte, dans le cadre de l'actuelle saison agricole 2017-2018, de près de 2 millions de quintaux de blé dur, de 704 000 q de blé tendre, de 274 000 q d'orge et 4

000 q d'avoine. Cette récolte a été réalisée sur une surface de 81 204 hectares avec un rendement moyen estimé à 36 quintaux à l'hectare, contre 15 quintaux/ha enregistré au titre de la saison agricole écoulée, a précisé le même responsable, soulignant que 54 100 ha avaient été réservés à la culture du blé dur, 19 350 du blé tendre, 6 975 ha de l'orge et 1 115 ha pour la culture du fourrage. M. Ghediri a souligné que la concrétisation de cette récolte jugée «positive» était le fruit de plusieurs facteurs, dont l'engagement des agriculteurs à suivre le processus tech-

nique de l'opération production supervisée par un staff compétents de la DSA, la mobilisation des moyens nécessaires (engrais, entre autres) et les campagnes de sensibilisation au profit des agriculteurs des 12 communes que compte la wilaya.

Plusieurs autres facilitations mises en place par l'Etat ont contribué à la concrétisation de cette récolte, à l'instar de crédit Rfig, a ajouté le même responsable, qui a fait état de la validation, cette année, de 1 654 dossiers dans le cadre du dispositif d'accompagnement (Rfig) et la réservation par les

banques d'environ 2 milliards de DA, à cet effet.

Les conditions climatiques favorables ont eu également «un impact certain», a ajouté le même responsable qui a fait état d'une pluviométrie de plus de 500 mm enregistrée durant l'actuelle saison agricole contre 300 mm recensée l'année écoulée.

Sur le plan organisationnel, s'agissant des capacités de stockage, il a été procédé à l'ouverture de 15 points de collecte à travers la wilaya, offrant ainsi une capacité de stockage dépassant les 2 millions de quintaux, selon le même

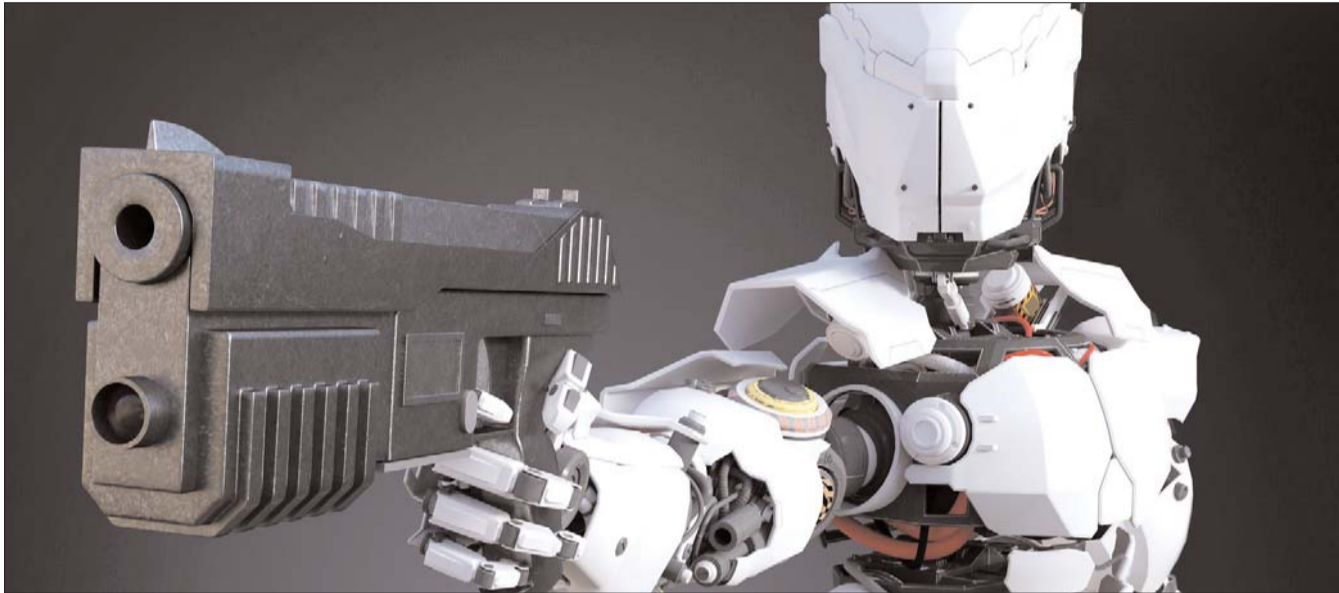
responsable, précisant que la coopérative locale des céréales et légumes secs (CCLS), a pu collecter 1,86 million de quintaux de céréales. La campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole avait été précédée par l'organisation de rencontres avec les élus et les représentants de la Chambre agricole et le bureau local de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) pour étudier les moyens et les dispositions à mettre en place pour un meilleur déroulement de l'opération, a rappelé le même responsable.

Reda A.

Désarmement

Des militants d'ONG veulent un traité interdisant les robots tueurs

Des militants de plusieurs ONG, ont appelé les Etats à rédiger rapidement un traité pour interdire l'usage des robots tueurs «avant qu'il ne soit trop tard», dans le contexte de la reprise des discussions de l'ONU sur ce sujet à Genève.



Des ONG ont mis en garde contre l'arrivée d'armes létales autonomes sans intervention humaine et ont critiqué la lenteur de la réaction des Nations unies face à ce déploiement.

«Les robots tueurs ne sont plus de la science fiction», a mis en garde Rasha Abdul Rahim, conseillère d'Amnesty International en matière d'intelligence artificielle et de droits de l'homme, dans un communiqué.

«Des drones intelligents aux armes automatiques qui peuvent choisir leur propre cible, les progrès technolo-

giques en matière d'armement vont plus vite que le droit international», a-t-elle ajouté.

Ces commentaires surviennent au moment où la Convention sur certaines armes classiques (CCW) a entamé une réunion d'une semaine au siège de l'ONU à Genève pour discuter des systèmes d'armes létales autonomes. La Conférence du désarmement, l'instance de l'ONU qui siège dans cette ville suisse et mène depuis 1979 les négociations dans ce domaine, avait réuni en novembre la première commission spécialisée sur ce sujet avec des représentants

d'environ 100 pays, experts et ONG.

Amandeep Gill, l'ambassadeur d'Inde qui préside cette commission, a déclaré lundi que les discussions avaient depuis «bien progressé».

Toutefois, les Etats ne se sont pas encore mis d'accord sur la façon de traiter cette question. Le nombre des pays appelant à l'interdiction pure et simple des robots tueurs a augmenté, assurent les militants d'ONG qui les chiffrent à au moins 26.

Mais les Etats qui auraient mis au point les armes autonomes létales les plus avancées, comme les Etats-Unis, la

France, la Grande-Bretagne et Israël, ne se sont pas engagés en vue d'en restreindre l'usage.

L'ONG Campagne pour interdire les robots tueurs a souligné lundi qu'en l'absence de progrès au sein de l'ONU, les négociations pourraient se dérouler en dehors de cette Convention. «Nous sommes prêts à les sortir de l'ONU en cas de blocage», a déclaré une membre de cette ONG, Jody Williams, qui a remporté le prix Nobel de la paix en 1997 pour ses travaux en faveur d'un traité d'interdiction des mines antipersonnel.

Reda A.

Sanctions contre l'Iran

Washington réfute la compétence de la CIJ

Les Etats-Unis ont réfuté mardi la compétence de la Cour internationale de Justice (CIJ) dans la procédure engagée par l'Iran, qui cherche à obtenir la levée des sanctions américaines réimposées par Donald Trump.

«L'Iran n'a pas établi l'existence d'une base garantissant la compétence de la Cour», a déclaré la représentante de Washington Jennifer Newstead lors du deuxième jour des audiences devant la Cour basée à La Haye.

En mai, le président américain a retiré son pays de l'accord sur le nucléaire, signé par Téhéran et les grandes puissances en 2015. L'Iran s'y engage à ne

jamais chercher à se doter de l'arme atomique. Ce retrait a marqué le rétablissement de sanctions américaines sévères envers la République islamique, jusque-là suspendues en vertu de l'accord international. Lundi, lors du premier jour des audiences qui doivent se poursuivre jusqu'à jeudi devant la CIJ, la République islamique a demandé à la Cour d'obtenir la suspension de l'application des sanctions, dénonçant un «étranglement» par Washington de son économie.

L'Iran affirme que les actions des Etats-Unis sont des «violations flagrantes» des dispositions du traité américano-iranien de 1955, qui prévoit des

«relations amicales» entre les deux nations et encourage les échanges commerciaux.

«Le traité d'amitié préserve le droit des Etats-Unis de prendre de telles décisions et de telles mesures», comme l'imposition de sanctions, afin de garantir sa «sécurité nationale», a ajouté Mme. Newstead, conseillère juridique du département d'Etat américain.

La CIJ devrait statuer sur la fin provisoire des sanctions exigée par l'Iran dans les deux mois suivant le début des audiences, mais parvenir à une décision finale pourrait prendre des années.

Reda A.

Cambodge

Des opposants, accusés d'«insurrection», libérés

Quatorze opposants cambodgiens emprisonnés depuis plus de trois ans pour «insurrection» ont été libérés mardi, sur grâce royale, une libéralité sans précédent depuis les législatures très controversées de juillet.

Il s'agit de la plus grande libération d'opposants depuis la victoire électorale sans surprise du parti du Premier ministre Hun Sen : la principa-

le formation d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (Cambodia National Rescue Party, CNRP), avait été dissoute des mois avant. Son chef, Kem Sokha, est toujours emprisonné pour «trahison et espionnage». Cette libération de 14 opposants a pris la forme d'une grâce du roi Norodom Sihamoni, dans cette royauté où de facto tout le pouvoir est entre les mains de Hun Sen,

au pouvoir depuis 33 ans.

Les quatorze opposants, qui ont écrit des lettres d'excuses à Hun Sen, échappent ainsi à de lourdes peines prononcées contre eux, allant de sept à 20 ans de prison.

Ils étaient en prison depuis juillet 2015 pour leur rôle présumé lors d'affrontements en marge de manifestations d'opposition qui avaient fait des dizaines de blessés.

La semaine dernière, deux

journalistes ont été libérés sous caution au Cambodge, ainsi qu'une militante de renom des droits de la terre, des gestes d'apaisement à l'égard de l'opposition.

Mais la justice a rejeté dans le même temps la demande de libération sous caution de Kem Sokha et la plupart des meneurs de l'opposition de premier plan sont en exil.

Reda A.

Selon un rapport de l'ONU 570 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable

Un rapport de l'ONU publié lundi a révélé que près de 570 millions d'enfants dans le monde n'avaient pas accès à l'eau potable.

Cette évaluation de l'accès à l'eau et aux installations sanitaires à l'école, la première au niveau mondial, a été réalisée par l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), et révèle que 620 millions d'enfants dans le monde n'ont pas accès à des toilettes décentes à l'école, tandis que 900 millions ne peuvent pas se laver les mains correctement.

Le rapport ajoute que près de la moitié des écoles (47%) ne fournissent pas de savon aux enfants.

Les chercheurs observent également que les enfants en école maternelle ou primaire ont moins souvent accès à l'eau potable et à des toilettes que les élèves d'écoles secondaires.

Ce rapport met en garde que ce phénomène affecte les jeunes enfants à un moment de leur vie important pour «leur développement cognitif et physique et leur croissance», ajoutant que les diarrhées provoquées par l'eau sale et les mauvaises conditions des toilettes tuent un enfant de moins de cinq ans toutes les deux minutes.

Ce rapport souligne l'importance des toilettes et des installations sanitaires dans les écoles, en particulier pour les jeunes filles, qui ont plus de chances d'assister aux cours et de mener à terme leur éducation si ces installations sont disponibles.

L'un des objectifs de développement durable des Nations unies est d'assurer à tous les habitants un accès à l'eau décente et à des installations sanitaires d'ici à 2030. Cela signifie que tous les ménages, écoles, installations de santé et lieux de travail devraient être équipés d'infrastructures sanitaires et d'approvisionnement en eau décente à cette date.

Riad D.

Après l'agression d'un confrère Des journalistes bosniaques demandent l'intervention de la justice

Des journalistes bosniaques ont demandé lundi à la justice d'intervenir après l'agression violente dimanche du reporter serbe de Bosnie Vladimir Kovacevic qui couvrait des manifestations politiques, ont rapporté des médias locaux.

L'agression a suscité l'indignation des médias locaux, selon lesquels de nombreux journalistes ont participé à une manifestation lundi à Banja Luka, pour exprimer leur mécontentement.

«L'un des nôtres a été attaqué», a déclaré le président de l'association des journalistes de Bosnie Marko Divkovic, cité par l'AFP, craignant de nouvelles violences envers les journalistes à l'approche des élections prévues le 7 octobre prochain.

Kovacevic couvre les manifestations, quotidiennes depuis mars dernier, «provoquées par la mort d'un étudiant, David Dragicevic, que les protestataires considéraient comme un meurtre et les autorités comme un accident», selon des médias.

Agressé près de son domicile par deux individus cagoulés à Banja Luka (nord-ouest de la Bosnie) alors qu'il revenait d'une manifestation, Vladimir Kovacevic souffre de blessures à la tête et a été hospitalisé, ont rapporté lundi des médias.

A l'approche d'élections générales en octobre, il s'agit du principal sujet politique dans l'entité des Serbes de Bosnie, la Republika Srpska, dont Banja Luka est la capitale.

Le représentant de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (Osce) pour la liberté des médias, Harlem Désir, a appelé les autorités à ouvrir «rapidement une enquête et présenter les responsables devant la justice» car «toute attaque contre les médias est une attaque contre les valeurs démocratiques et les citoyens».

R. K.

Compléments alimentaires pour sportifs

Entre boom du marché et absence totale de contrôle

La quête ou l'obsession du corps parfait observée chez une certaine jeunesse constantinoise adepte de fitness et de bodybuilding a fait exploser les ventes de compléments alimentaires pour sportifs.



Censés être pris pour améliorer la performance sportive, prendre de la masse musculaire ou pour perdre du poids, ces produits sont constitués de minéraux, d'oligo-éléments de vitamines et de macronutriments dont les fameuses protéines essentielles au développement des muscles.

Propriétaire d'un magasin à la nouvelle ville Ali-Mendjeli dédié à la vente de ces compléments alimentaires, Fouad B. avoue que jamais ses affaires ne s'étaient aussi bien portées depuis que les jeunes amateurs de bodybuilding affluent en nombre chez lui n'hésitant pas à déboursier entre 6 000 jusqu'à 24 000 dinars pour une seule boîte de deux kilogrammes de ce genre de produits.

«Le désir d'obtenir des résultats et de prendre de la masse musculaire le plus rapidement possible, pousse la plupart de mes clients à acheter ce qu'il y a

de meilleur sur le marché et ce, peu importe le prix à déboursier», témoigne-t-il.

Alors, face à une clientèle qui, bien des fois, a du mal à s'y retrouver devant tant de produits promettant tous monts et merveilles, Fouad, qui se targue d'avoir plusieurs années d'expérience dans ce domaine, a assuré qu'il oeuvre à fournir ses conseils à ses clients en les aidant à choisir la marque qui les aidera à atteindre leurs objectifs.

Quid de l'avis du corps médical

Il est essentiel de se référer à l'avis de son médecin pour toute consommation prolongée de compléments alimentaires qui peut être nocif pour certains organes du corps et notamment, les reins, explique, pour sa part, le professeur Mohamed Lahbib Belmahi de l'hôpital universitaire CHU-Benbadis de Constantine.

«Dans la majorité des cas, on ignore tout de la provenance de

ces produits qui ne sont d'ailleurs soumis à aucun contrôle en laboratoire», alerte-t-il, avant d'ajouter que «le vrai danger réside dans le fait que les compléments sont fabriqués à base de produits de synthèse et qu'en aucun cas on ne peut se fier à ce qui est mentionné sur leurs boîtes pour en connaître les vrais composants».

Ce professeur en toxicologie soutient mordicus qu'il était impossible d'en ressentir les effets néfastes immédiatement.

«Parfois il faut attendre plus de trois ans pour observer leur impact sur des organes tels que le cœur ou les reins», affirme-t-il, tout en déconseillant l'usage de ces compléments alimentaires aux personnes présentant des facteurs de risques cardiovasculaires ou une pathologie rénale.

De son côté, le responsable du service protection du consommateur à la direction du commerce de la wilaya de Constantine, Fayçal Djeghim, affirme que la

direction du commerce «n'est pas habilitée à contrôler la vente de ces compléments alimentaires au sein des salles de musculation». L'intervention de ces services concerne essentiellement les règles de commercialisation (conditions de conservation et d'étiquetage, affichage des prix).

Au cours de l'année 2017, souligne M. Djeghim, pas moins de 21 marques commerciales ont été recensées et plus de 153 interventions ont été effectuées se soldant par l'élaboration de deux procès-verbaux de poursuites judiciaires et la saisie de 25 kg de compléments alimentaires. Menées par les agents des directions du commerce et de la jeunesse et des sports, ces opérations ont ciblé 40 salles de musculation, des pharmacies, des magasins d'articles de sport, des centres commerciaux donnant lieu au contrôle de plusieurs milliers de boîtes à la recherche de tout produit jugé prohibé par le ministère. **R. S.**

El Oued Raccordement de 85 antennes communales en fibre optique

Quatre-vingt-cinq antennes communales ont été raccordées à ce jour au réseau de fibre optique parmi 99 antennes prévues à travers la wilaya d'El Oued, permettant ainsi à ces structures d'assurer les prestations du «guichet unique» en matière de délivrance de documents administratifs, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme national élaboré par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales, et de l'aménagement du territoire (Miciat), visant la modernisation, et l'amélioration du service public, a-t-on précisé. La majorité des 14 antennes restantes ont été raccordées à ce réseau, et sont désormais prêtes à être mises en service prochainement, selon la même source.

La priorité au raccordement a été réservée aux localités reculées, dans le cadre de ce programme qui permettra également d'offrir des services de téléphonie fixe et d'Internet dans ces régions, a-t-on signalé.

Il a été procédé également au raccordement de 29 villages au réseau de fibre optique, dont la plupart relevant des communes frontalières, selon la même source, ajoutant qu'un programme supplémentaire a été projeté pour d'autres villages.

Cette opération qui est inscrite au titre de la concrétisation du programme national préparé par la direction générale d'Algérie-Télécom visant à généraliser le réseau de fibre optique à travers l'ensemble des zones et villages enclavés du pays, permettra d'améliorer le service public, notamment au niveau des régions frontalières.

L. T.

Médéa

Le projet immobilier de Ain Djerda fin prêt, l'année prochaine

Le projet immobilier de Ain Djerda, commune de Draâ Smar, ouest de Médéa, englobant plus de 3 600 logements, sera fin prêt, au premier trimestre de l'année prochaine, a déclaré, lundi, le wali, en marge d'une visite d'inspection sur le site.

La totalité des 3 632 logements en chantier sur ce site, dont 2 332 logements publics locatifs (LPL) et 1 300 logements en location-vente, sera mise à la disposition des citoyens, au plus tard, la fin mars 2019, a

indiqué le chef de l'exécutif, Mohamed Bouchema, lors de son déplacement au niveau de ce projet.

L'ensemble des moyens des entreprises de réalisation étrangères et nationales, engagées dans ce projet, sont mobilisés pour livrer ces logements, dans les délais impartis, a-t-il fait savoir, ajoutant que le gros des efforts est orienté actuellement vers les travaux de réalisation des réseaux primaires et secondaires qui n'ont pu être

entamés, à temps, faute de subventions financières.

L'octroi récent par le ministère de l'habitat de crédits pour la prise en charge de ce volet a permis de faire avancer le projet, notamment l'aménagement et la viabilisation de ce site immobilier appelé à accueillir un nombre important de résidents, a expliqué le wali, qui a fait état également du lancement en exécution de plusieurs équipements d'accompagnement, à caractère édu-

catif, notamment dans la perspective de l'exploitation de ce site.

Sept groupes scolaires, quatre CEM et un lycée, d'un coût global de 345 millions de dinars, sont en cours de réalisation au niveau de ce site où il est prévu d'implanter diverses structures, à caractère administratif, sanitaire ou de services, en vue d'assurer les meilleures conditions d'habitations aux futurs résidents.

O. T.

Mila

Distribution de 1 000 logements toutes formules confondues

Au total, 1 000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués, mercredi soir, à Mila, à l'occasion de la célébration du 56^{ème} anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse.

Il s'agit de 626 logements publics locatifs (LPL) dont 140 au

profit des habitants de la commune de Zeghaïa, tandis que le reste est réparti sur les communes de Sidi Merouane, Oued Endja, Yahia Beni Guecha, et Chelghoum Laid, a indiqué le directeur général de l'Office de promotion et de la gestion immobilière (Opgi), Youcef Laouar.

La cérémonie a été également marquée par la distribution de 300 aides destinées à l'habitat rural et 185 logements sociaux participatifs dans le cadre d'une opération qui a ciblé au total 13 communes de la wilaya de Mila, selon les explications fournies à cette occasion. La cérémonie de distribution s'est

déroulée dans une ambiance festive en présence des autorités locale et des bénéficiaires, dans la Maison de la culture Mebarek El Mili.

Le wali de Mila, Ahmouda Ahmed Zineddine a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre d'une opération nationale

portant distribution de 50 000 logements tous types confondus à travers toutes les wilayas. Le chef de l'exécutif local a annoncé à cette occasion qu'un quota de logements qu'il a qualifié «d'important» sera attribué «au cours du deuxième semestre 2018».

Y. T.

Oran

La rentrée scolaire sera renforcée par de nouveaux établissements

La rentrée scolaire 2018-2019, qui prévoit l'accueil de 365.000 élèves au niveau de la wilaya d'Oran, sera renforcée par 35 nouveaux établissements éducatifs, a annoncé lundi le wali d'Oran, Mouloud Cherifi.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite pour s'enquérir des travaux d'infrastructures scolaires devant accueillir les élèves au niveau de cité «AADL-Cosider» (Bir El Djir), haï Essabah (Es-Sénia) et Belgaïd (Bir El Djir), le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué que ces infrastructures éducatives dont 24 groupes scolaires, 7 CEM et 4 lycées seront ouvertes, par étapes, avant la fin de l'année en cours.

Au mois de septembre prochain, il est prévu l'ouverture de seize (16) établissements éducatifs dans les différents paliers dont trois (3) en urgence, construits en préfabriqué à la demande du secteur de l'éducation, en attendant la réception des établissements en cours, a-t-il expliqué.

Le parc du secteur de l'éducation sera renforcé, au mois d'octobre prochain, par une vingtaine d'établissements scolaires, pour atténuer la pression à laquelle il est confronté, sachant que certains établissements évoluent avec une moyenne de 40 élèves par classe et utilisent la double sinon la triple vacation, a-t-on précisé.

«Avec ces réalisations, nous passerons 32 voire même 30 élèves par classe, soit un taux satisfaisant qui avoisine la moyenne nationale», a souligné le wali, faisant remarquer que ce taux a été réalisé grâce aux mesures prises par le gouvernement, qui a procédé au dégel de tous les projets éducatifs en suspens pour améliorer les conditions de scolarisation, notamment le déblocage d'une enveloppe de 160 millions DA pour assurer le transport scolaire des enfants, à titre complémentaire, ainsi que les crédits nécessaires



notamment les créances détenues par les entreprises.

Dans ce contexte, il a félicité la direction des équipements de la wilaya, les gestionnaires de l'éducation, de même que les entreprises de réalisation qui se sont engagées à livrer les projets dans les délais impartis.

Lors de sa visite sur site, le wali a inspecté trois groupes scolaires de 12 classes cha-

cune à la cité «1.161 logements» à haï AADL, à la cité CNEP à haï Es-sabah, à l'îlot 11 (Bir El Djir), un CEM de 13 classes classes base 5 à Belgaïd, ainsi qu'un lycée de 1000/300 à Belgaïd, des établissements devant accueillir les élèves à la faveur de cette rentrée scolaire, insistant sur leur dotation en commodités sanitaires notamment.

Salem M.

Un incendie détruit 7 hectares dans la forêt de Sidi Ghalem

■ Un incendie, qui s'est déclenché dimanche soir, sur le périmètre de la forêt de Sidi Ghalem dans la commune de Tafraoui (sud d'Oran), a ravagé 7 hectares de maquis et de broussailles, ainsi que des pins d'Alep, a-t-on appris lundi auprès des services de la protection civile. La même source a indiqué que l'incendie, dont les causes n'ont pas encore été déterminées, s'est déclenché, en un premier temps, au niveau des maquis denses et difficiles d'accès. Néanmoins, les sapeurs pompiers sont parvenus à circonscire les flammes qui se sont répandues vers le tissu forestier et l'incendie a

été éteint après une intervention qui a duré plusieurs heures.

Des moyens importants humains et matériels ont été mobilisés pour combattre le sinistre, dont 85 agents de différents grades, cinq camions de lutte contre les incendies de moyenne envergure et un autre contre les incendies à faible intensité, ainsi que des ambulances et des véhicules de communication, a-t-on fait savoir.

D'autre part, des unités anti-incendie a été mobilisée au niveau des communes de Tafraoui, Oued Tlélat, Boufatis, Hassi Bounif et

Es-Senia dans le cadre de la même opération, a-t-on ajouté, signalant qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de l'incendie.

La même source a indiqué à l'occasion que la saison estivale actuelle n'a pas connu d'importants incendies, tels que la wilaya a enregistré en 2016.

En effet, des incendies mineurs ont été enregistrés, mais ont été vite maîtrisés, sans qu'ils ne s'étendent aux tissus forestiers et agricoles importants.

K. T.

Mila Indemnisation des dégâts de récoltes agricoles

■ Un montant financier de près de 18 millions DA a été réservé dans la wilaya de Mila pour l'indemnisation des dégâts de récoltes agricoles, a-t-on appris lundi, du directeur de la caisse régionale de mutualité agricole (CRMA).

Les dégâts qui ont touché les productions agricoles, les céréales notamment sont dus à la chute de grêle et des incendies enregistrés durant l'été, a précisé à l'APS Ismail Zemouri, soulignant que «les pertes signalées cette année sont nettement moins que celles enregistrées l'an dernier».

La chute de grêle, selon la même source, a causé la détérioration de près de 300 hectares de productions agricoles, soit un taux de perte évalué entre 25 et 30 %, a-t-on encore noté, indiquant que 17 agriculteurs ont été indemnisés, sous ce chapitre (la grêle) avec un montant de plus de sept (7) millions DA.

Les pertes dues à la grêle, au titre de la campagne agricole 2017-2018 ont connu un recul par rapport à la campagne précédente, où 35 agriculteurs ont été indemnisés, a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, 500 hectares de terres agricoles dont la majorité représente des champs moissonnés ont été détruits par les incendies, ajoute la même source, précisant que 36 agriculteurs ont été indemnisés, au titre de cette saison agricole.

Le directeur du CRMA a estimé que les dégâts des incendies cette année sur les récoltes sont «minimes» appuyant ses dires par le fait que beaucoup d'agriculteurs n'ont pas suivi les consignes d'usage pour prévenir les champs des flammes, notamment la création des périmètres de sécurité d'autant, a-t-il rappelé que Mila a assuré une production céréalière de plus de 3 millions de quintaux.

Il a ajouté que les services de la CRMA s'emploient à étudier les dossiers présentés et à indemniser les agriculteurs concernés soulignant que plus de 10 millions DA ont été mobilisés pour le dédommagement de cette calamité agricole.

Le même responsable a déclaré que l'indemnisation s'effectue au fur et à mesure des dossiers présentés à la CRMA indiquant que les agriculteurs doivent fournir les documents nécessaires, notamment les procès-verbaux des services de la protection civile, ceux de gendarmerie nationale, et doivent également s'acquitter de leurs dettes antérieures concernant l'assurance agricole.

Bilal L.

Tizi-Ouzou

Remise des clés de bénéficiaires de logement

Une cérémonie de remises de clés au profit de 180 bénéficiaires de logements sociaux participatif (LSP) et de distribution de 1000 aides à l'habitat rural a été organisée, mercredi, soir à Tizi-Ouzou à la veille de la célébration du 56ème anniversaire de la fête nationale de l'indépendance et de la jeunesse.

Selon les chiffres communiqués lors de cette cérémonie, présidé par le wali Mohammed Bouderbali et organisé à la maison de la culture Mouloud Mammeri, la remi-

se des clés du programme LSP a concerné 96 bénéficiaires de la commune de Mekla, et 84 autres de la localité de Yakourene. Les 1000 aides à l'habitat rural ont touché des citoyens de 31 communes de la wilaya, a-t-on indiqué.

Cette cérémonie de remises de clés et de décision d'aide à l'habitat rural organisé dans le cadre de l'opération nationale initiée par le Président de la République Abdellaziz Bouteflika, intervient après celle organisée le 27ème jours du mois de ramadan ou 1200

aides à l'habitat rural ont été distribué et 252 clés de logement publics locatifs ont été remises au bénéficiaires, a-t-il rappelé.

M. Bouderbali a rassuré que la distribution de logements et d'aides à l'auto-construction, se poursuivront, fixant d'ores et déjà rendez-vous pour le premier novembre prochain pour la distribution d'environ un millier d'aides à l'habitat rural et la remise de clés dans différents segments.

Le wali a déploré les oppositions de citoyens qui retardent la concrétisation de

certain projet dans le secteur de l'habitat citant entre autre cas les 2 300 logement AADL du nouveau pôle urbain d'Imlil à Azazga et les 882 logements publics locatif à Adjerrar dans la commune de Fréha.

Il s'agit d'un comportement «incompréhensif» et une situation «anormale» d'autant plus qu'elle prive des citoyens d'accéder à un logement qui est un besoin social pour lequel l'Etat a mobilisé les moyens pour le satisfaire, a-t-il regretté.

Y. M.

Syrie

L'alliance Moscou-Ankara résiste au test d'Idleb, pour le moment

La Turquie et la Russie mènent d'intenses négociations pour éviter que la province syrienne d'Idleb ne sonne le glas de leur coopération en Syrie, mais les analystes estiment que le sort à long terme de la région peut encore provoquer une rupture.



Malgré leur soutien de parties adverses dans le conflit, les présidents russe Vladimir Poutine et turc Recep Tayyip Erdogan travaillent ensemble depuis fin 2016 pour aboutir à une solution en Syrie.

Cette alliance est désormais confrontée à un test difficile: le sort de la province d'Idleb, frontalière de la Turquie, dernier fief insurgé du pays, et que le président syrien Bachar al-Assad, soutenu par Moscou, souhaite reprendre.

Au cours des dernières années, la population d'Idleb a significativement augmenté, le régime y envoyant rebelles et civils après leur évacuation des bastions repris au terme de sièges et d'assauts meurtriers.

Une offensive de Damas y semble désormais imminente et pose la question du mélange explosif dans la province entre populations déplacées, rebelles modérés et islamistes radicaux.

Idleb est actuellement dominée à 60% par Hayat Tahrir al-

Cham (HTS, formé de membres de l'ex-branche d'Al-Qaïda).

L'«espoir» d'un accord

Après une grave crise diplomatique fin 2015, Moscou et Ankara ont nettement renforcé leur coopération, à la fois en Syrie, où la Turquie soutient les rebelles, et dans les secteurs de l'énergie, du commerce et de la défense.

Cette alliance revêt une importance capitale pour la Turquie, au moment où elle traverse de fortes tensions avec les Etats-Unis.

«Un espoir subsiste à Moscou de trouver un accord avec Ankara qui pourrait permettre au régime syrien de prendre le contrôle d'Idleb sans nouvelle rupture avec la Turquie», affirme à l'AFP, Kerim Has, spécialiste des relations entre les deux pays, basé à Moscou.

Selon lui, Moscou surveille

les tensions entre Ankara et Washington et pourrait lancer une opération à Idleb au «moment où les autorités turques auront le plus besoin du soutien du Kremlin».

En visite à Moscou vendredi, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a mis en garde contre une possible «catastrophe» en cas de «solution militaire» à Idleb, qui compte selon lui 3,5 millions d'habitants.

Ankara craint notamment un nouvel afflux de réfugiés alors qu'elle accueille déjà plus de 3 millions de Syriens.

Mais M. Cavusoglu a aussi souligné l'importance que les «groupes radicaux, les terroristes, soient mis hors d'état de nuire». Les analystes ont compris cela comme un potentiel soutien turc à une intervention limitée.

Signe de l'importance de cette visite, M. Cavusoglu a également été reçu par M. Poutine lui-même. Celui-ci a loué la coopération «de plus

en plus profonde» entre Ankara et Moscou en Syrie.

Le ministre turc lui a assuré que «son cher ami M. Erdogan» l'attendait pour un dîner à Istanbul.

«Offensive limitée»

«La Russie et la Turquie tentent de trouver un accord avec des termes acceptables pour les deux parties», explique à l'AFP, Timur Akhmetov, expert du Conseil russe des affaires étrangères, basé à Ankara.

Lui prédit une «offensive limitée» de la Russie et du régime syrien contre les groupes liés au Front al-Nosra, surtout ceux qui ont irrité Moscou en lançant des attaques contre la base aérienne russe de Hmeimim, coeur de ses opérations en Syrie.

«La Russie tente de convaincre la Turquie de faire contribuer l'opposition à l'offensive et que ces groupes soient en échange épargnés par les attaques aériennes», ajoute M. Akhmetov.

Or, comme cela a souvent été le cas pour Idleb, une offensive limitée ne ferait que repousser temporairement la vraie question: qui contrôlera la province sur le long-terme, voire après la fin du conflit ?

Même si la Russie peut s'accorder sur un compromis, il n'est pas garanti que Damas et son autre principal allié Téhéran, ne suivent la ligne dictée par Moscou. «Russes et Turcs vont être sous forte pression pour trouver un accord durable «acceptable pour le régime», estime Elizabeth Teoman, analyste à l'Institute for study of war (ISW). Pour Mme Teoman, M. Erdogan pourrait envisager une potentielle offensive limitée.

Mais elle met en garde: si elle ne voit pas de «point de rupture imminent» entre Ankara et Moscou, «les aspirations de la Turquie sont en contradiction directe avec les objectifs de M. Assad d'écraser les vestiges de la rébellion syrienne».

AFP

Irak

Le président appelle le nouveau Parlement à se réunir la semaine prochaine

Le président irakien, Fouad Massoum, a appelé lundi le Parlement récemment élu à organiser sa première session le 3 septembre.

Le bureau présidentiel a indiqué dans un communiqué que M. Massoum a publié un décret demandant au nouveau parlement de se réunir sous le leadership du plus ancien membre du Parlement lundi prochain.

Le décret de M. Massoum est publié après la ratification par la Cour Suprême Fédérale des derniers résultats des élections législatives.

L'approbation par la cour a confirmé les résultats préliminaires des élections du 12 mai, qui donnent à la coalition d'al-Sa'iroon, soutenue par l'imam chiite Moqtada al-Sadr, 54 sièges au Parlement qui compte 329 sièges.

Les blocs politiques irakiens négocient durement pour former la plus grande alliance avant la première session du nouveau parlement, car la plus grande alliance formera le gouvernement qui dirigera l'Irak au cours des quatre prochaines années.

D'après la constitution irakienne, suite à la ratification des résultats, le président en exercice doit inviter le nouveau parlement à se réunir dans les 15 jours qui suivent afin d'élire un nouveau président du Parlement et ensuite le président de la république, qui demandera à son tour à la plus grande alliance de former un gouvernement dans les 30 jours qui suivent.

Le 12 mai, des millions d'Irakiens se sont rendus dans les 8 959 bureaux de vote du pays pour voter pour leurs représentants parlementaires à l'occasion de la première élection générale depuis la victoire historique de l'Irak sur l'Etat Islamique en décembre dernier.

Reda A.

Afghanistan L'ONU appelle les taliban à s'engager dans un nouveau cessez-le-feu

Le Conseil de sécurité de l'ONU, dans une déclaration approuvée à l'unanimité, a appelé lundi les talibans afghans à s'engager dans un nouveau cessez-le-feu comme proposé par le président afghan, Ashraf Ghani.

En saluant cette proposition formulée il y a une semaine, le Conseil de sécurité «exhorte» les talibans à suivre ce mouvement «sans retard».

Dans sa déclaration, il demande aussi aux taliban «d'accepter l'offre faite en février par le gouvernement afghan de s'engager dans des discussions de paix directes sans préconditions ni menace de violences, avec l'objectif d'un accord politique final menant à une paix durable pour la population d'Afghanistan».

«Les membres du Conseil de sécurité soulignent aussi l'importance de tenir des élections législatives pacifiques, inclusives, crédibles et transparentes le 20 octobre et une élection présidentielle le 20 avril 2019», indique leur déclaration qui condamne également les récents attentats commis dans le pays.

Un cessez-le-feu temporaire avait déjà été déclaré, et respecté par les deux parties, en juin pour la fin du ramadan. C'était le premier depuis 2001 dans ce pays ravagé par 17 ans de guerre.

H. B.

Yémen

Intenses raids aériens nocturnes sur l'aéroport de Sanaa

L'aéroport international de la capitale yéménite Sanaa et la base aérienne adjacente ont été la cible de raids aériens intenses dans la nuit de lundi à mardi, selon les médias des rebelles Houthis et des habitants.

La chaîne de télévision Al-Massirah, contrôlée par les Houthis, a attribué ces raids à la coalition anti-rebelles qui intervient depuis 2015 au Yémen sous commandement saoudien. Les Houthis, soutenus par l'Iran, restent maîtres de la capitale et de vastes régions du nord et de l'ouest du Yémen.

Les frappes ont commencé vers minuit

(en heure locale) et ont duré une demi-heure, a indiqué un habitant en évoquant "au moins quinze" bombardements.

L'aéroport et la base Doulaïmi sont régulièrement visés par l'aviation de la coalition. Mais ces raids nocturnes ont été particulièrement intenses, selon des habitants de Sanaa.

Al-Massirah a fait état de plusieurs raids sur l'aéroport, qui est fermé et n'est utilisé que de façon ponctuelle par l'ONU. La chaîne de télévision n'a pas évoqué de victimes.

Les frappes aériennes sont intervenues quelques heures après que les Houthis ont affirmé avoir visé l'aéroport de Dubaï par une

attaque de drone, ce qui a été démenti par les Emirats arabes unis, l'un des piliers de la coalition anti-rebelles aux côtés de l'Arabie saoudite.

Depuis 2015, ces deux pays cherchent à rétablir à Sanaa le gouvernement internationalement reconnu du président Abd Rabbo Mansour Hadi, réfugié à Ryad.

La guerre a fait quelque 10 000 morts, majoritairement des civils, et plus de 55 000 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a provoqué la pire crise humanitaire du monde, selon les Nations unies.

AFP

Génocide en Namibie

Héréros et Namas exigent des excuses de Berlin

Des représentants des ethnies namibiennes Héréro et Nama ont exigé lundi à Berlin que l'Allemagne présente enfin ses excuses pour les massacres perpétrés au temps de la colonisation.



Une excuse permettrait "de guérir des blessures émotionnelles", a déclaré Mme Esther Utjua Muinjangué, présidente de la fondation Ova Herero Genocide lors d'une conférence de presse à Berlin.

L'appel intervient avant une cérémonie, mercredi, de remise de restes osseux d'Héréros et de Namas, dérobés il y a plus d'un siècle, et qui aurait pu être, selon elle, une occasion pour le pays de présenter officiellement ses excuses.

"Est-ce que c'est trop demander? Non je ne crois pas", a dit Mme Muinjangué.

L'historien Christian Kopp, de l'ONG Pas de prescription pour les génocides, a lui aussi estimé que la cérémonie de mercredi, qui doit avoir lieu dans une église, aurait dû se tenir "à la chambre des députés et être accompagnée d'excuses officielles" dans un entretien à l'AFP. Privés de leurs terres et de leur bétail, les Héréros s'étaient révoltés en 1904 contre les colons allemands.

Envoyé pour mater la rébellion, le général allemand Lothar von Trotha avait ordonné l'extermination de tout Héréro trouvé en "territoire allemand", armé ou non. Les Namas s'étaient soulevés un

an plus tard et subirent le même sort. Au total, quelque 60.000 Héréros et environ 10.000 Namas perdirent la vie entre 1904 et 1908 dans ce que les historiens qualifient de premier génocide du XXe siècle. Leurs ossements, en particulier les crânes, furent envoyés en Allemagne pour des expériences scientifiques à caractère racial. Le gouvernement allemand a entre-temps reconnu sa responsabilité et indiqué en 2016 qu'il prévoyait des excuses officielles dans le cadre de négociations avec le gouvernement namibien pour clore ce sombre chapitre de son histoire. Mais les négociations sont

toujours en cours, et les excuses en suspens. Berlin refuse de payer des réparations financières, et met en avant les centaines de millions d'euros d'aides au développement versés à la Namibie depuis son indépendance de l'Afrique du sud en 1990. Mais tout le pays en profite, or les seules victimes sont les tribus Héréros, qui représentent environ 7% de la population namibienne contre 40% au début du XXe siècle, et les Namas, estiment leurs représentants, qui ont lancé une procédure judiciaire à New York pour demander réparation.

AFP

Burundi

Le gouvernement "prêt à accueillir" les exilés politiques

Le gouvernement burundais est "prêt à accueillir" les personnalités politiques exilées à l'étranger et souhaitant rentrer dans leur patrie, a déclaré lundi Thérence Ntahiraja, porte-parole du ministère de l'Intérieur, sur les ondes de la radio associative Isanganiro. Cette offre intervient alors que les parties prenantes au processus de paix initié en janvier 2016 se préparent à participer à la 5e session du dialogue politique "extérieur" interburundais, laquelle est envisagée dans un proche avenir à Arusha en Tanzanie. Dans le cadre des préparatifs, une délégation représentant l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, médiateur dans le dialogue interburundais d'Arusha, a effectué une visite de travail du 15 au 17 août dernier à Bujumbura. Elle a eu à cette occasion des consultations avec les représentants des partis politiques et des acteurs indépendants au Burundi. "La paix et la sécurité sont au beau fixe comme l'a récemment témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations Unies Michel Kafando (émissaire spécial du secrétaire général de l'ONU au Burundi). Je voudrais ici rassurer nos chers politiciens burundais se trouvant encore à l'étranger qu'à ce jour, une partie d'entre eux s'est déjà rapatriée de manière spontanée", a-t-il précisé. M. Ntahiraja a notamment cité le retour en 2017 de la présidente de l'Alliance démocratique pour le renouveau (ADR) et ancienne vice-présidente du Burundi, Alice Nzomukunda, de l'ancien président burundais Sylvestre Ntibantunganya (1994-1996) et de l'ancien ambassadeur du Burundi en Belgique, Félix Ndayisenga. Le gouvernement encourage tous les exilés à rentrer rapidement "dans la mesure où tout Burundais qui rentre est vraiment sécurisé, car aujourd'hui, le Burundi abrite une armée où sont représentées les deux principales ethniques burundaises, hutues et tutsies, sur la base des quotas paritaires fixés par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi (AAPRB) conclu le 28 août 2000 entre les protagonistes burundais d'alors", a-t-il dit. M. Ntahiraja a ajouté que le retour "des 34 personnes poursuivies par la justice burundaise" dans le cadre de leur "implication" dans la tentative de coup d'Etat du 13 mai 2015 contre l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza serait une bonne chose dans la mesure où ce serait pour elles une bonne opportunité "pour demander pardon à qui de droit ou pour se présenter devant les instances judiciaires".

AFP

Présidentielle au Sénégal

Plus de 80 prétendants sur la ligne de départ

Plus de 80 candidats ont manifesté leur intention de se présenter à l'élection présidentielle de février 2019 au Sénégal, a-t-on appris lundi au début d'une campagne de collecte de parrainages destinée à limiter le nombre de candidatures dans un pays qui compte plus de 300 partis politiques.

Cette campagne doit durer "au moins quatre mois", jusqu'à la période prévue pour le dépôt des candidatures, "entre le 11 et le 26 décembre", a expliqué à l'AFP un responsable du ministère de l'Intérieur, Bernard Casimir Demba Ciss.

Une loi votée en avril impose dorénavant à tous les candidats, et non plus uniquement à ceux de la société civile, de recueillir

le parrainage de 0,8% à 1% du corps électoral, soit environ 52.000 signatures, réparties dans au moins sept des 14 régions du pays, à raison de 2.000 par région au minimum.

Le nouveau texte vise officiellement à "filtrer" les candidats après une inflation des prétendants à différents scrutins, comme lors des législatives de juillet 2017, où les électeurs devaient choisir entre 47 listes, ce qui pose des problèmes d'organisation, selon les autorités.

Les candidats à la présidentielle devront verser une caution de 30 millions de francs CFA (environ 45.000 euros). Bien que réduite de moitié par rapport aux 65 millions de francs CFA (99.000 euros) exigés pour

la présidentielle de 2012, cela reste une somme importante au Sénégal.

Lundi, les représentants de 85 "candidats à la candidature" se sont présentés pour récupérer les fiches de collecte des signatures au ministère, selon M. Ciss.

Evoquant le nombre légèrement inférieur de "81 candidats", l'ancienne Première ministre, Aminata Touré, déléguée de la majorité, a estimé que c'était "beaucoup".

L'opposition affirme que la nouvelle loi est destinée à éliminer des candidatures concurrentes à celle, pressentie, du président Macky Sall.

Les candidatures doivent être validées par le Conseil constitutionnel du Sénégal, pays réputé pour sa tradition démocratique.

Deux des principaux rivaux du président sortant risquent d'être absents en raison d'ennuis judiciaires. Condamné à cinq ans de prison pour détournements de fonds publics, le maire de Dakar, Khalifa Sall, connaîtra jeudi le verdict de son procès en appel.

Quant à Karim Wade, fils et ministre de l'ex-président Abdoulaye Wade, condamné en 2015 à six ans de prison pour "enrichissement illicite", il a vu sa demande d'inscription sur les listes électorales rejetée le 2 juillet, ce qui devrait l'empêcher de se présenter. La Cour suprême doit se prononcer jeudi sur un recours en cassation introduit par les avocats de M. Wade, après le rejet de son inscription sur ces listes.

AFP

Ouganda

Le chanteur et député Bobi Wine libéré sous caution

Le chanteur et député ougandais Bobi Wine, inculpé de trahison, a été libéré lundi sous caution par un tribunal du nord du pays, après deux semaines de détention.

Bobi Wine - Robert Kyagulanyi de son vrai nom - avait été arrêté au même titre que 33 co-accusés à la suite d'un incident à Arua (nord) au cours duquel des pierres avaient été jetées sur la voiture du président ougandais Yoweri

Museveni, venu soutenir le candidat de son camp à une élection partielle. Lundi, le juge Stephen Mubiru, président du tribunal à Gulu (nord), a accordé la libération sous caution à M. Kyagulanyi et certains de ses co-accusés, dont deux députés d'opposition.

Lors de ses comparutions ces dernières semaines, Robert Kyagulanyi a semblé affaibli, utilisant parfois des béquilles pour se déplacer. Sa famille et ses avocats

affirment qu'il a été battu et torturé en détention, des accusations rejetées par les autorités.

Peu après l'audience, M. Kyagulanyi a été vu dans une ambulance garée devant le tribunal. Les accusés devront à nouveau comparaître le 30 août.

De célèbres hommes politiques d'opposition ont assisté à l'audience de lundi, certains se portant garants pour la libération sous caution des accusés.

M. Kyagulanyi, 36 ans, s'est imposé comme un porte-parole de la jeunesse ougandaise et un détracteur virulent du président Yoweri Museveni depuis son élection à l'Assemblée nationale en 2017. Sa détention a déclenché des manifestations, notamment dans la capitale Kampala, qui ont été violemment réprimées à coups de gaz lacrymogène et tirs à balle réelle.

Mercredi, une centaine de

musiciens, artistes et hommes politiques ont dénoncé dans une lettre ouverte le traitement qui lui a été infligé.

Les signataires incluent le musicien anglais Chris Martin, les chanteuses béninoise Angélique Kidjo et américaine Chrissie Hynde, l'écrivain nigérian Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature, et un dirigeant du parti travailliste britannique, Tom Watson.

AFP



Sous pression, Trump rend finalement hommage à McCain

Critiqué de toutes parts pour son lourd silence après le décès de John McCain, Donald Trump a finalement rendu hommage lundi à cette figure singulière de la politique américaine en ordonnant la mise en berne des drapeaux à travers le pays.

Après avoir obstinément refusé tout au long de la journée de répondre aux questions sur l'ancien sénateur républicain, qui fut l'un des rares dans son camp à le critiquer ouvertement, M. Trump a diffusé un communiqué saluant, à minima, son engagement pour son pays.

A cette occasion, il a annoncé que le drapeau américain flottant sur la Maison Blanche, qui avait été abaissé ce week-end puis relevé lundi matin dans un étrange ballet, serait de nouveau placé à mi-mât pour le reste de la semaine, jusqu'à l'enterrement de celui qui a siégé plus de 35 ans au Congrès et fut candidat à la présidence.

«En dépit de nos différences politiques, je respecte l'engagement du sénateur John McCain pour notre pays», a-t-il souligné dans ce court texte publié deux jours après le décès de l'ancien pilote, torturé durant la guerre du Vietnam.

Plusieurs associations d'anciens combattants étaient montées au créneau peu avant pour demander au président de changer de posture et d'adopter un comportement plus rassembleur.

«Nous apprécions vraiment tout ce que le sénateur McCain a fait pour notre pays», a-t-il encore dit lundi soir, lors d'un dîner à la Maison Blanche en l'honneur de dirigeants évangélistes.

Mise en garde posthume

Consterné par le discours de repli nationaliste et protectionniste du 45e président des Etats-Unis, John McCain dénonçait régulièrement —et avec une liberté de ton sans équivalent au sein du parti républicain— le style et les provocations de l'ancien homme d'affaires de New York.

Dans un message posthume lu par son porte-parole, celui qui fut surnommé «le dernier lion du Sénat» a mis en garde les Etats-Unis contre la tentation du repli et les risques de la division, une dénonciation à peine voilée de l'actuel locataire de la Maison Blanche.

«Nous affaiblissons notre grandeur lorsque nous confondons notre patriotisme avec des rivalités tribales qui ont engendré le ressentiment, la haine et la violence aux quatre coins de la planète. Nous l'affaiblissons quand nous nous cachons derrière des



murs, plutôt que de les faire tomber», a écrit John McCain peu avant sa mort à l'issue d'une longue bataille contre le cancer.

Son porte-parole a par ailleurs confirmé que M. Trump n'assisterait pas aux funérailles nationales prévues samedi à Washington, où ses prédécesseurs Barack Obama et George W. Bush vont prononcer un éloge funèbre.

La rupture avec les codes et les usages de la politique américaine fut la marque de fabrique du candidat Trump. Elle est aussi, dans une large mesure, celle du président Trump. Mais le fait qu'il pousse cette logique aussi loin, dans un pays friand de moments —même éphémères— d'unité nationale, a surpris et choqué nombre d'élus.

Jusqu'à lundi soir, le contraste était saisissant: depuis le décès samedi à 81 ans du sénateur républicain au verbe haut, les hom-

mages s'accumulent des deux côtés de l'échiquier politique, mais aussi à travers le monde. M. Trump, lui, s'en était tenu à un tweet laconique dans lequel il adressait ses condoléances à la famille. Contrairement à son vice-président Mike Pence ou à sa femme, Melania, il n'avait pas dit un mot sur la vie, le parcours ou les combats de John McCain. Selon le Washington Post, il a même refusé la publication d'un communiqué préparé par ses services, dans lequel l'ancien prisonnier de la guerre du Vietnam était qualifié de «héros».

Hommages

Les hommages à l'élue octogénaire, dont Barack Obama a loué le «courage» hors du commun, vont s'étaler sur toute la semaine.

Dans l'hémicycle du Sénat, le pupitre de John McCain était couvert lundi d'une étoffe

noire et décoré de roses blanches.

Après avoir été présenté mercredi au capitole de l'Arizona, son cercueil sera transporté à Washington, où il sera présenté vendredi au public dans la rotonde du Capitole, un honneur réservé aux grands personnages de l'histoire des Etats-Unis comme John F. Kennedy ou Rosa Parks. Le vice-président Mike Pence sera présent.

Les funérailles nationales auront elles lieu samedi dans l'imposante cathédrale de la capitale fédérale. M. Trump a annoncé que le chef du Pentagone Jim Mattis, l'ancien conseiller à la sécurité nationale John Bolton y représenteraient son administration.

Parmi les personnes qui porteront le cercueil figurent l'acteur Warren Beatty, l'ancien vice-président Joe Biden et l'ex-maire de New York Michael Bloomberg.

AFP

L'opposant russe Alexeï Navalny condamné à 30 jours de prison

■ Le principal opposant au Kremlin Alexeï Navalny a été condamné lundi à Moscou à 30 jours de détention pour une manifestation non autorisée en janvier, à deux semaines d'une vague de manifestations annoncée contre un projet de réforme des retraites.

M. Navalny «est reconnu coupable de violation de la loi en vertu de l'article 20.2 du Code pénal (violations répétées des dispositions sur l'organisation de manifestations publiques) et condamné à 30 jours de détention administrative», a déclaré le juge Alexeï Stekliev.

Samedi, l'opposant avait été arrêté devant son domicile moscovite et conduit à un poste de police, puis à l'hôpital, pour une fracture du doigt infligée au moment de son arrestation.

«C'est une procédure étrange avec un

seul objectif : m'empêcher de participer aux préparatifs de la vague de protestation nationale contre la hausse de l'âge du départ à la retraite», s'est défendu M. Navalny au cours de l'audience.

Son interpellation a eu lieu dans le cadre du dossier ouvert après la manifestation du 28 janvier, pendant laquelle l'opposant avait appelé à boycotter l'élection présidentielle du 18 mars. Aucun procès n'avait eu lieu à l'époque.

«En tant que citoyen russe, j'ai bien évidemment le droit d'organiser, de participer et d'appeler à des manifestations. Je le fais et continuerai de le faire», a-t-il ajouté.

«Nous ferons appel», a pour sa part réagi Ivan Jdanov, un avocat du Fonds de lutte contre la corruption, une organisation dirigée

par M. Navalny.

Me Jdanov a par ailleurs affirmé devant la presse que l'équipe de l'opposant poursuivait l'organisation de manifestations contre la réforme des retraites.

Alexeï Navalny a prévu d'organiser des manifestations dans de nombreuses villes russes le 9 septembre - qui également le jour des élections régionales et municipales en Russie - contre ce projet de loi très impopulaire, actuellement en lecture au Parlement.

Il y est prévu d'augmenter progressivement l'âge de départ à la retraite à 63 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, contre 55 et 60 actuellement.

M. Navalny, 42 ans, a également annoncé lundi sur son site internet que l'enregistrement de son parti «Russie du futur» avait été

rejeté par le ministère de la Justice. C'est la troisième fois en six ans qu'il échoue dans ses tentatives de faire enregistrer un parti.

Dans une vidéo diffusée lundi, M. Navalny s'en est pris directement à Vladimir Poutine.

«Cet hypocrite se plaint constamment que nous ne proposons pas d'ordre du jour constructif et que nous ne faisons que manifester», a affirmé l'opposant. «Mais que pouvons-nous faire d'autre ? Il n'y a pas de médias, nous n'avons pas de partis et le système politique est gelé».

Le 15 mai dernier, l'opposant avait été condamné pour avoir organisé une manifestation deux jours avant l'investiture de Vladimir Poutine, puis libéré après 30 jours de détention.

AFP

Accord Mexique Etats-Unis sur le commerce, la balle dans le camp du Canada



Les Etats-Unis et le Mexique ont annoncé un accord commercial lundi après de longues semaines de négociations, espérant maintenant que le Canada pourra se joindre à eux pour donner naissance à l'accord de libre-échange nord américain Aléna version 2.0.

C'est le président Donald Trump lui-même qui a tenu à annoncer ce «très bon accord» avec le Mexique dans le cadre solennel du Bureau ovale mais avec une touche «trumpienne»: son homologue mexicain? le président Enrique Peña Nieto? était sur haut-parleur au téléphone pendant toute l'annonce.

Il a fallu des semaines de discussions, y compris le dernier week-end, aux négociateurs des deux pays pour arriver à se mettre d'accord sur un texte qui touche à l'automobile —l'une des principales sources de contentieux— l'agriculture, le droit du travail ou encore la propriété intellectuelle.

M. Trump a souvent eu des mots durs à l'encontre de la politique du Mexique et il a accusé le pacte de libre-échange nord américain (Aléna) d'avoir détruit de nombreux emplois américains, étant selon lui responsable des délocalisations vers le Mexique où le coût salarial est moins élevé.

Le Canada —lui aussi signataire de l'accord de 1994— n'a pas participé à cette phase des négociations, préférant laisser le Mexique et les Etats-Unis régler leurs différends, bien plus nombreux.

Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères en charge de ce dossier ultra-stratégique et en déplacement en Europe doit venir dès mardi à Washington pour négocier, a indiqué à l'AFP son porte-parole Adam Austen. Il a ajouté que le Canada ne signerait l'accord que si celui-ci «est bon pour le Canada et la classe moyenne».

Dans le Bureau ovale, Donald Trump a semé quelque peu le trouble sur l'avenir du pacte tripartite en indiquant qu'il n'excluait pas un accord uniquement bilatéral avec le

Canada, qui signerait concrètement la mort de l'Aléna.

Cette confusion a été encore renforcée quand M. Trump a indiqué qu'il voulait abandonner le nom de Nafta (l'acronyme anglais de l'accord trilatéral, Aléna en français).

M. Trump a toutefois précisé qu'il allait bientôt parler au Premier ministre canadien Justin Trudeau.

Les Mexicains et les négociateurs américains ont bien insisté sur le fait qu'ils voulaient que le Canada les rejoigne pour trouver un accord à trois.

Jesus Seade, le conseiller économique du président mexicain élu Andrés Manuel Lopez Obrador et présent pour une bonne partie des négociations, a déclaré: «Notre aspiration, notre préférence est que (l'accord) soit trilatéral. C'est ce qui est convenu avec les Etats-Unis».

De plus, selon les indications des services du Représentant américain au commerce (USTR), les Américains ont abandonné l'idée de clause crépusculaire, qui prévoyait une renégociation du nouvel accord tous les 5 ans, au profit d'une nouvelle formule qui allonge la durée de vie de l'accord.

Cette concession américaine est un signal positif pour Ottawa, qui comme Mexico était totalement opposé à cette clause.

La nouvelle formule prévoit bien une clause de renégociation mais sur une durée beaucoup plus longue de 16 ans avec un processus de révision après 6 ans. Si il y a entente, l'accord est renouve-

lé pour 16 ans, sinon il est renégocié.

- Car, auto, carro -

L'un des points les plus importants de cet accord Etats-Unis/Mexique dont les détails ont été dévoilés par les Américains concerne le secteur automobile.

Les deux pays ont mis à jour les règles d'origine pour encourager «le secteur manufacturier américain (...) en exigeant que 75% du contenu des automobiles soit issu des Etats-Unis et du Mexique». Auparavant, le contenu nord-américain devait porter sur 62,5% des composants automobiles.

L'accord requiert en outre que 40% à 45% du contenu d'une automobile soit produit par des travailleurs gagnant au moins 16 dollars de l'heure.

«Cela va transformer les chaînes d'approvisionnement pour utiliser davantage de composants issus des Etats-Unis (...) et met fin aux lacunes du précédent accord Aléna qui encourageait le recours aux bas salaires dans l'automobile et l'industrie des composants automobile», ont indiqué les services du Représentant au commerce.

La renégociation de l'Aléna dure depuis un an.

De leur côté, les représentants mexicains sont impatients de signer un nouveau traité avant la fin du mois, c'est-à-dire cette semaine, car ils veulent avoir l'approbation du corps législatif avant que leur nouveau président élu, Andres Manuel Lopez Obrador, ne prenne ses fonctions le 1er décembre.

AFP

Iran

Le Parlement insatisfait des explications de Rohani sur la crise économique

■ Les députés iraniens ont exprimé mardi leur insatisfaction au président Hassan Rohani face aux difficultés économiques et sociales en Iran, lors d'une convocation inédite devant le Parlement.

Il s'agissait de la première convocation de M. Rohani devant les députés pour s'expliquer, dans un contexte rendu encore plus électrique par les développements sur le dossier du nucléaire et le rétablissement de sanctions américaines.

Cette audition, qui a duré près de deux heures, faisait également suite au limogeage, après un vote de défiance du Parlement, des ministres du Travail -le 8 août- et de l'Economie, dimanche.

Malgré les tentatives d'explications du président, les élus ont ensuite exprimé leur profonde insatisfaction sur quatre des cinq dossiers soumis à un vote.

«On ne devrait pas dire que nous faisons face à une crise. Il n'y a pas de crise. Si on dit cela, ça va se transformer en un problème de société et ca sera véritablement une menace», a argué Hassan Rohani, qui fait face aux critiques à la fois des conservateurs et des réformateurs.

Selon les règles du Parlement, les questions pour lesquelles les députés n'ont pas obtenu de réponses satisfaisantes seront soumises à la justice pour avis.

M. Rohani, un modéré, n'a pas présenté lors de cette séance de nouvelles propositions pour sortir le pays du marasme.

«Vous pouvez parler de l'emploi, de la devise étrangère, de la récession, de la contrebande. Je crois que le problème est la vision que notre peuple a de son avenir», a-t-il affirmé.

«Les gens n'ont pas peur des Etats-Unis. Ils ont peur de notre désunion. Si les gens voient qu'on est uni, ils réaliseront que leurs problèmes seront résolus», a encore fait valoir le président.

Le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire de 2015 et le récent rétablissement de sanctions ont renforcé les difficultés et fragilisé le président modéré, réélu l'année dernière après un premier mandat de quatre ans.

Par peur des sanctions américaines, un grand nombre de groupes internationaux ont déjà annoncé leur retrait du pays, à l'instar des groupes français Total, Peugeot et Renault, et des allemands Siemens et Daimler.

«Qu'avons nous fait avec cette nation? Nous l'avons rendue misérable (...). La classe moyenne s'approche de la pauvreté», a déploré dimanche Elias Hazrati, un député du camp réformateur.

Les opposants conservateurs au président Rohani, hostiles depuis longtemps à sa volonté de rapprochement avec les pays occidentaux et de souplesse en matière de libertés civiles, imputent en outre la crise à la corruption.

Le Parlement a légalement le pouvoir de destituer M. Rohani. Mais le président continue -jusqu'à nouvel ordre- de bénéficier du soutien du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

AFP

Le Japon estime sa sécurité toujours menacée par la Corée du Nord

■ La Corée du Nord constitue toujours une menace pour la sécurité du Japon malgré l'arrêt des tests balistiques et la promesse du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un d'œuvrer à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, estime le ministère japonais de la Défense dans un rapport annuel publié mardi. «Les activités militaires de la Corée du Nord représentent la menace la plus grave et la plus pressante à laquelle notre pays a été confrontée», est-il écrit dans le «livre blanc», qui souligne aussi les problèmes sécuritaires liés à la puissance militaire croissante de la Chine et ses ambitions territoriales. Cette publication intervient alors que le président américain Donald Trump a brusquement annulé vendredi un déplacement de son chef de la diplomatie Mike Pompeo en Corée du Nord, invoquant un manque de progrès sur la question de la dénucléarisation. Depuis le sommet du 12 juin entre Trump et Kim, qui ont promis d'œuvrer à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, le Premier ministre japonais Shinzo Abe a déclaré que son pays ne changerait pas sa position militaire à l'égard de son voisin tant qu'il n'aurait pas vu des mesures concrètes, vérifiables et irréversibles de désarmement de la Corée du Nord. «Nous devons surveiller attentivement la Corée du Nord afin de voir quelles mesures concrètes elle prend pour abandonner ses programmes nucléaire et balistique», écrit le ministère de la Défense dans son rapport.

Reuters

Créée durant la période de l'esclavage

La rumba, l'essence de Cuba et la revendication des racines africaines

Née dans les plantations de sucre et les cabanes des esclaves, la rumba cubaine est célébrée chaque année par les habitants de l'île comme un des fondements de leur identité et une revendication de leurs racines africaines.

«**C'**est une forme de célébration de la vie, créée durant la période de l'esclavage dans les plantations sucrières, dans les quartiers, les ports et les lignes de chemin de fer», explique Miguel Barnet, président de l'Union nationale des écrivains et artistes de Cuba.

Cette danse, rythmée par les tambours, la clave (instrument de percussion) et les chants, a été inscrite en 2016 patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco.

«Quel que soit le lieu où les esclaves ont travaillé, ils avaient besoin de créer des chants spirituels, liturgiques pour leur salut et pour se soigner», ajoute ce spécialiste à propos du processus de création situé entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle.

Chapeau et canne, l'homme, tout de blanc vêtu, se meut avec élégance face à la femme, habillée d'une jupe ample et colorée qui ondule à chacun de ses pas.

Durant cette danse, l'homme fait la cour à sa partenaire en lui tournant autour.

«La rumba pour moi c'est Cuba et je suis une fidèle gardienne de la tradition. Je sens qu'elle est à moi, je l'ai dans le sang», confie Yanaisis Ordoñez, danseuse de 31 ans, qui se produit lors du festival international de la Rumba 2018, jusqu'au 31 août à Cuba. Ce jour-là, ils sont face au couvent de Belen, où 300 esclaves coupaient autrefois la canne à sucre. De temps à autre, un adolescent passe en écoutant du reggaeton, un rythme qui selon le critique musical Pedro de La Hoz, puise son influence dans la culture bantoue, une des racines africaines de la rumba.

Née avant Cuba



«La rumba est née avant la nation cubaine et bien avant le concept de patrie. La rumba est plus ancienne, elle a contribué au développement du concept de nation. C'est un élément fondamental de l'identité cubaine», explique Miguel Barnet.

Elle est alors reproduite par les habitants à travers l'île. «C'est un folklore qui ne s'est

pas arrêté dans le temps. Des apports et des techniques viennent s'y ajouter, et tout cela reste vivant», abonde Pedro de La Hoz.

La rumba s'est ensuite diffusée un peu partout: de la salsa au cabaret, en passant par les danses de salon, à New York, Paris ou Mexico.

«C'est une musique et une danse qui

fusionne les héritages africain, espagnol et d'autres zones des Caraïbes dans la musique cubaine. Elle a les tambours et les intonations d'Afrique mais beaucoup (d'influences) viennent d'Espagne. N'y a-t-il pas des traces de flamenco dans la rumba?», interroge-t-il.

«On retrouve la rumba dans les grands genres symphoniques mais elle est toujours présente dans les quartiers, où elle continuera d'exister», conclut Pedro de La Hoz.

Pour ce critique musical, la rumba «revendique l'héritage d'un continent (...) L'Afrique était très dispersée avant les processus de la colonisation».

Après leur arrivée à Cuba et au Brésil, «les Africains ont réalisé qu'ils faisaient partie d'un continent, d'une culture majeure, et celle-ci est retranscrite à travers ces chants et ces danses», souligne-t-il.

«C'est un fait, la rumba a une saveur unique, c'est pour ça qu'elle a traversé les frontières. On a vu des danseurs de rumba phénoménaux aux Etats-Unis, et y compris en Europe de l'Est», fait valoir le «maestro» de danse Isaias Rojas, de l'Institut supérieur des Arts. Mais les racines sont dans les Caraïbes.

«La rumba se retrouve dans le quotidien de l'homme, quand il va au magasin ou à la boucherie. Dès que tu te mets à marcher, ton corps parle et danse la rumba», assure-t-il.

AFP

Chine

Cinq morts dans l'explosion d'une fonderie d'aluminium

< Cinq personnes sont mortes dans la nuit de mardi après une explosion dans une fonderie d'aluminium de la province de Jiangsu, dans l'est de la Chine, rapporte l'agence de presse China News, qui cite les autorités locales. L'explosion s'est produite vers 02h00 locales (18h00 GMT) dans la fonderie de l'entreprise Tize Aluminium située dans la ville de Jiangyin. Deux personnes sont mortes sur les lieux de l'explosion et trois autres ont succombé à leurs blessures à l'hôpital. Les causes de l'explosion restent encore à déterminer, indique China News.

Reuters

Philippines

Nouvelle plainte auprès de la CPI contre Duterte

< Des activistes et les familles de huit victimes de la lutte contre le trafic de drogue menée depuis deux ans aux Philippines ont porté plainte devant la Cour pénale internationale (CPI) contre le président Rodrigo Duterte, l'accusant de crimes contre l'humanité.

C'est la deuxième plainte de ce type contre Duterte transmise à la CPI après celle d'un avocat philippin en avril 2017, pour laquelle la CPI a ouvert une enquête préliminaire en février dernier. Duterte assure ordonner aux policiers d'utiliser leurs armes à feu pour tuer uniquement si leur vie est en danger. Plus de 4.400 personnes ont été tuées par la police depuis l'arrivée de Duterte au pouvoir en juin 2016.

Selon la police, qui nie les accusations selon lesquelles elle exécute des consommateurs de drogue, les personnes tuées sont toutes des narco-trafiquants qui ont résisté à leur arrestation. Affirmant être la victime d'attaques de la part de l'Onu et d'infractions à la présomption d'innocence, Rodrigo Duterte avait annoncé en mars dernier qu'il retirait son pays des Etats reconnaissant la CPI.

Reuters

Dans un avion envoyé par Maduro Une centaine de Vénézuéliens rentrent du Pérou

Un total de 97 Vénézuéliens, sur le demi-million arrivés au Pérou après avoir fui la crise économique au Venezuela, ont décidé de retourner chez eux dans un avion envoyé lundi par le gouvernement de Nicolas Maduro.

Ce groupe de Vénézuéliens, dont 22 enfants et quatre femmes enceintes, bénéficie du plan gouvernemental vénézuélien «Retour à la patrie», a raconté à l'AFP l'un d'entre eux, Miguel Materano, 42 ans.

«Je vais chercher un travail là-bas (au Venezuela), le gouvernement a promis qu'il allait nous aider», a-t-il ajouté, précisant qu'il avait décidé de rentrer chez lui à cause de sa «mauvaise situation ici au Pérou et de la xénophobie» vis-à-vis des migrants vénézuéliens.

L'avion, appartenant à la compagnie d'Etat vénézuélienne Conviasa devait décoller après 18h00 locales (23h00 GMT) de l'aéroport international de Lima, pour un vol de cinq heures jusqu'à Caracas, au Venezuela.

«Au revoir le Pérou», ont scandé les passagers en entrant dans les bureaux d'immigration et de contrôle de sécurité du terminal avant de monter à bord de leur vol.

Le groupe de Vénézuéliens a dormi dimanche dans un hôtel proche de l'ambas-

sade du Venezuela à Lima, où ils ont été nourris et ont été pris en charge médicalement, a déclaré un fonctionnaire de l'ambassade vénézuélienne qui a requis l'anonymat, à l'attention des journalistes présents à l'aéroport.

Plan politique de Maduro ?

Vendredi, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodríguez, avait assuré que les compatriotes ayant abandonné le pays «reviendront» après les récentes réformes économiques adoptées la semaine dernière par le gouvernement de Nicolas Maduro pour lutter contre l'hyperinflation, que le Fonds monétaire international (FMI) estime à 1.000.000% pour 2018.

«Je n'ai pas le moindre doute que ce vol (...) fait partie d'une manœuvre politique dirigée par Nicolas Maduro lui-même, qui cherche uniquement à discréditer la diaspora vénézuélienne au Pérou», a déclaré à l'AFP Oscar Perez, qui dirige un groupe de Vénézuéliens à Lima.

Il craint une instrumentalisation de ces retours au pays: «Nous verrons dans les prochains jours Nicolas Maduro à la radio et à la télévision racontant (...) que le Pérou nous traite mal». Selon l'Organisation inter-

nationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), sur les 2,3 millions de Vénézuéliens (7% de la population totale) vivant à l'étranger, depuis 2015, plus de 1,6 million ont fui leur pays en proie à une crise économique et politique.

Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux se sont réfugiés dans les pays voisins, pour échapper au manque de médicaments et de biens de premières nécessités, et au coût de la vie élevé.

Un grand nombre de Vénézuéliens s'est réfugiée au Brésil, où la population locale a eu des réactions xénophobes, et, selon des chiffres officiels, plus de 400.200 d'entre se trouvent au Pérou — en 2016, seuls 6.615 Vénézuéliens résidaient dans ce pays.

Face à cet afflux massif, Lima a décidé samedi d'exiger leurs passeports, autorisant toutefois l'entrée des femmes enceintes, des personnes de plus de 70 ans, et d'enfants venus rejoindre leurs parents, à condition qu'ils demandent le statut de réfugié dès leur arrivée.

La demande du statut de réfugié permet aux Vénézuéliens de rester légalement au Pérou et d'y exercer un emploi, en attendant une solution définitive à leur situation.

AFP

Assises de l'université d'été des Aurès à Batna

Le Festival Open space du théâtre d'expression amazighe est né

La cérémonie d'ouverture des 4^{èmes} assises de l'université d'été des Aurès du mouvement associatif culturel amazigh et de la société civile tenue lundi, en fin de journée, au Théâtre régional de Batna (TRB) en présence du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), El Hachemi Assad, a été marquée par l'annonce de la création du Festival Open space du théâtre d'expression amazighe des amateurs.



Le développement de la créativité théâtrale amazighe, l'ouverture des voies aux amateurs des planches d'expression amazighe pour donner libre cours à leur créativité, l'animation de l'espace culturel, la création de l'interactivité entre les artistes et le large public et la promotion de la culture locale et nationale dans le cadre des échanges d'expériences artistiques et culturelles figurent parmi les

objectifs de ce festival, a précisé le Dr Leila Ben Aïcha, spécialiste dans le domaine théâtral et également membre fondateur de cette manifestation.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. El Hachemi Assad a réitéré l'engagement du HCA à accompagner et à appuyer toutes les activités culturelles associatives oeuvrant à préserver le legs culturel et historique amazigh à travers tout le territoire

national. Il a ajouté, qu'à travers ce genre de manifestations, les initiateurs de ces espaces d'échanges oeuvrent «à encourager les créateurs dans les quatre coins du pays et valoriser leurs réalisations et prouesses scientifiques et artistiques, en tamazight ou traduits vers cette langue et ambitionne d'enrichir et de promouvoir la langue amazighe».

La cérémonie d'ouverture de

cette manifestation devant se poursuivre jusqu'au 30 août en cours sous le slogan «Le théâtre, un espace pour tous et l'amazighité, une langue d'art et de créativité», a été marquée par la présentation d'un spectacle de chants et de musique puisés du patrimoine amazigh dans ses variétés kabyle et chaoui et d'une conférence sur le soulèvement du Nord-Constantinois et le Congrès de la Soummam (20

août 1955/1956).

Les travaux de la 4^{ème} édition des assises de l'université d'été des Aurès du mouvement associatif culturel amazigh et de la société civile seront axés, selon M. Messaoud Bouras, président de l'association culturelle Tamazgha Aurès Forum, organisatrice de l'évènement, sur le théâtre «open space» à travers la programmation de conférences et rencontres sur les principes de la pratique théâtrale.

Cette manifestation sera ponctuée par l'organisation de cinq ateliers de formation sur, entre autres, la mise en scène dans l'espace ouvert, l'interprétation théâtrale, la musique et le rythme au théâtre, la dramaturgie et la mythologie amazighes, selon le même responsable.

Près de 130 amateurs parmi des jeunes venus de 18 wilayas du pays, prendront part à ces ateliers, a fait savoir la même source. L'esplanade jouxtant le théâtre régional de Batna en plein coeur de la capitale des Aurès verra la présentation durant la soirée d'un spectacle théâtral intitulé Chaïb Achoura inspiré du patrimoine amazigh de la région de T'Kout. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation à laquelle a pris part le wali, Abdelkhalak Sayouda a été également marquée par la présence de nombreux intellectuels et férus du théâtre de Batna et des wilayas limitrophes.

Reda A.

Selon Si El Hachemi Assad

L'encadrement du mouvement associatif «contribue à la construction d'un front interne fort»

Le secrétaire général du Haut commissariat de l'amazighité, Si El Hachemi Assad, a indiqué, lundi à Batna, que l'encadrement et l'accompagnement du mouvement associatif activant dans le domaine amazigh «contribue à la construction d'un front interne fort».

«La mobilisation pour la construction d'un front interne fort se réalise à travers l'encadrement et l'accompagnement du mouvement associatif activant dans le domaine

amazigh, plaçant l'union nationale et la cohésion entre les trois composantes de l'identité nationale au coeur du travail de proximité», a affirmé M. Assad, en marge de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 4^{ème} université auresienne d'été du mouvement associatif culturel amazigh et de la société civile, organisée au Théâtre régional de Batna par l'association Aures forum Batna.

A ce propos, M. Assad a cité plusieurs

missions assignées au HCA, dont «l'accompagnement et l'encadrement du mouvement associatif amazigh», précisant que son organe consacrait une partie de son budget pour favoriser les initiatives des associations culturelles amazighes.

Rappelant l'organisation par le HCA, en 1999, du 1^{er} Forum national regroupant toutes les associations culturelles amazighes et la publication d'un guide national répertoriant 914 associations activant dans

le domaine de la culture et la langue amazighes, M. Assad a révélé que la prochaine rentrée scolaire sera marquée par le renforcement des espaces d'enseignement du tamazight pour les adultes qui ne parlent pas cette langue à l'aide de trois manuels à savoir, niveau 1, niveau 2, niveau 3. L'initiative permettra de vulgariser cette expérience dans plus de 25 wilayas du pays, a-t-il ajouté.

H. M.

Cinéma

Crazy Rich Asians continue de remplir les caisses en Amérique du Nord

La comédie romantique *Crazy Rich Asians*, premier film hollywoodien au casting 100% asiatique, s'est maintenue en tête du box-office ce week-end en Amérique du Nord, selon les chiffres de la société spécialisée Exhibitor Relations publiés lundi.

Le long métrage, adapté du livre éponyme de Kevin Kwan traduit en français sous le titre *Singapour millionnaire*, a engrangé 25 millions de dollars entre

vendredi et dimanche aux Etats-Unis et au Canada.

Depuis sa sortie il y a deux semaines, il a rapporté 76,6 millions de dollars.

La deuxième marche du podium est occupée par *En eaux troubles*. Cette histoire de la découverte d'un requin préhistorique de 23 mètres de longueur a empoché 13 millions de dollars en trois jours et récolté 105 millions en trois semaines.

La comédie *Carnage chez les*

Puppets avec Melissa McCarthy s'empare de la troisième place pour son premier week-end d'exploitation avec 9,5 millions de dollars. Dans ce film, humains et marionnettes cohabitent dans un Los Angeles un peu glauque et doivent coopérer pour retrouver un assassin.

En quatrième position, le dernier opus des aventures d'Ethan Hunt dans *Mission Impossible: Fallout* a gagné 8 millions de dollars supplémentaires en trois

jours, portant son total en Amérique du Nord à 194 millions en cinq semaines.

Mile 22, thriller plein d'action avec Mark Wahlberg, prend la cinquième place avec 6,3 millions de dollars (25,5 en deux semaines).

Voici le reste du Top 10:

6 - *Jean-Christophe & Winnie*, avec Ewan McGregor: 6,3 millions de dollars entre vendredi et dimanche (77,5 millions en quatre semaines d'exploitation)

7 - *Alpha*, qui se déroule en Europe il y a 20 000 ans : 6 millions (20,5 millions en deux semaines)

8 - *BlackKkKlansman* (5,1 millions, 32 millions en trois semaines)

9 - *Slender Man* (2,79 millions, 25,4 millions en trois semaines)

10 - *A.X.L.*, d'Oliver Daly. Sorti ce week-end, il raconte la rencontre entre un jeune homme et un robot-chien. Il a récolté 2,78 millions de dollars.

«Il n'est que l'expérience menée à terme qui libère.»

Christiane Singer



«L'expérience est dans les doigts et dans la tête. Le cœur n'a pas d'expérience.»

Henry David Thoreau

Kate Middleton, très bronzée et amincie : elle est radieuse?!

Toujours en congé de maternité, Kate Middleton est apparue radieuse aux côtés de la reine à Balmoral pour un week-end en famille. Très bronzée et joliment maquillée, la duchesse de Cambridge est plus glamour que jamais.

Ce week-end du 25 et 26 août, une grande partie de la famille royale s'est retrouvée à Balmoral autour de la reine. Si Meghan Markle et le prince Harry manquaient à l'appel, le prince William et Kate Middleton sont venus accompagnés de leurs trois enfants. Et surtout du petit prince George qui a assisté à sa première séance de chasse, alors qu'il n'a que 5 ans. Toujours en congé de maternité, Kate Middleton, qui partageait la voiture de la reine, était sublime. Habillée d'un manteau gris signé Catherine Walker et d'un bibi noir ultra chic, elle affichait un très joli bronzage rehaussé d'un maquillage prononcé. Blush bonne mine, fard noir sur les yeux, la maman de trois enfants, était radieuse. Sous son chapeau sophistiqué, un joli chignon dont elle a le secret complétait son look parfait.

Très souriante, Kate Middleton très amincie, semble avoir parfaitement retrouvé sa ligne d'avant sa grossesse pour le prince Louis. Très souriante, elle pourra, cette année, emmener le prince George à l'école pour sa rentrée le 6 septembre prochain.



FORME

six bonnes raisons de se mettre au jogging

Avec l'été, il nous prend envie de faire du sport.

On va au plus simple et on profite de la nature pour aller courir. Et s'il vous manque encore la motivation nécessaire pour être dans les starting-block, voici de quoi vous convaincre.

■ Le footing nous rend plus intelligente

Si si, vous ne rêvez pas, parfois la nourriture du corps rejoint celle de l'esprit. La preuve avec le jogging, qui selon plusieurs études, améliorerait les performances cérébrales grâce à une meilleure oxygénation qui profite à tout l'organisme, même à nos neurones !

Courir favoriserait la croissance des cellules cérébrales, boosterait la mémoire et maintiendrait en forme les capacités cognitives.

■ Il est l'allié de notre silhouette

En plus de garantir un poids stable (à condition de ne pas se jeter sur un pot de glace après la séance), le running tonifie le bas du corps.

Un entraînement régulier renforce les muscles, les ligaments et les tendons, éloignant dans le même temps le risque de blessures.

Les candidates à la minceur peuvent aussi compter sur le jogging pour puiser dans les graisses. En plus, un jogging régulier booste le métabolisme. Du coup, on élimine plus de calories même au repos.

■ Il est conseillé quand on fait du diabète

La course à pied réduit les effets du diabète puisque l'exercice régulier aide à maintenir un taux de glycémie normal. Le jogging réduirait la résistance à l'insuline caractéristique du diabète de type 2.

■ Il augmente la densité osseuse

L'impact des pieds sur le sol habitue votre corps à être

plus résistant face aux chocs.

Ainsi, dans les zones sollicitées par l'effort (que ce soit pendant un jogging ou pendant une marche), le corps est contraint de s'adapter et cela conduit à une augmentation de la densité minérale osseuse.

Résultat, on réduit son risque de fracture.

■ Il combat le stress

On le sait, le sport fait partie des meilleurs antidotes qui soient quand le moral est au 36° dessous. C'est prouvé, le jogging peut combattre les symptômes dépressifs et l'anxiété. A partir de 30 minutes de course, un agréable sentiment de bien-être nous envahit grâce à la libération des fameuses endorphines.

■ Il prend soin de notre cœur

En courant, le cœur se "muscle" et s'habitue à travailler sans effort. A la clé : une meilleure fonction cardiovasculaire et une baisse de la tension artérielle donc moins de risque de maladie cardiaque.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Affaire des dettes des clubs/Medouar-présidents de clubs

Un bras de fer qui perdure

Championnat d'Afrique de tennis de table

22 équipes dont l'Algérie annoncées pour la compétition

■ Vingt-deux (22) pays dont l'Algérie ont confirmé leur participation au Championnat d'Afrique de tennis de table, prévu à Maurice du 3 au 9 septembre et qualificatif à la Coupe du monde par équipes en 2019, a indiqué la Confédération africaine de la discipline (ATTF). Parmi les 22 équipes engagées figurent les plus puissantes du continent, en l'occurrence le Nigeria et l'Égypte qui devraient se battre pour le seul ticket conduisant au Mondial en novembre 2019 à Tokyo et qui sera lui-même une épreuve-test pour les Jeux Olympiques-2020 de Tokyo. Outre l'Algérie et le pays organisateur, les nations attendues au rendez-vous mauricien sont: Nigeria, Égypte, Gabon, Angola, Burkina Faso, Congo, Cameroun, Somalie, Rwanda, Seychelles, Madagascar, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Djibouti, Comores, Libye, Érythrée et RD Congo. Pour le président de l'ATTF, cette participation «massive» confirme le bon développement du tennis de table dans le continent. «Je suis très heureux de voir autant de pays émettre le souhait de participer au Championnat d'Afrique de Maurice. Les différentes associations nationales ont confirmé leur présence, espérant qu'il soit réel», a déclaré l'Égyptien Khaled El-Salhy. Interrogé sur le choix de Maurice pour abriter l'événement africain, le président de l'ATTF est convaincu que ce pays organisera un événement «à la hauteur des attentes». «Nous avons eu des événements très réussis à Maurice (Championnat d'Afrique des seniors en 1998 et 2004 et Championnat d'Afrique juniors et cadets en 2015). A partir de cet état, je m'attends à un événement très spécial en tant que l'une des meilleures organisations professionnelles en Afrique», a estimé Khaled El-Salhy. En marge du rendez-vous africain, l'ATTF organisera un atelier médiatique pour les joueurs et les équipes afin de leur permettre de connaître l'importance des médias dans le développement des sports. Comme il sera tenu des réunions du conseil exécutif et du conseil d'administration de l'instance continentale.



L'affaire des dettes des clubs continue à alimenter la polémique au sein des puristes de la balle ronde, sachant que certaines formations sont interdites d'évoluer avec leurs nouvelles recrues et se contentent d'évoluer avec leurs jeunes joueurs. Cela concernait dans un premier temps la formation du CR Belouizdad de la Ligue I qui avait été sanctionné avec la défalcation de trois points de son capital-points. Toutefois, cette dernière et après une mobilisation de ses dirigeants a réussi à débloquer la situation en payant une grande partie des dettes ce qui leur

a permis de recevoir les licences des nouvelles et donc de jouer avec leur équipe type lors du match de deuxième journée de la Ligue I face au PAC qui s'est soldé sur le score de parité, zéro partout. Toutefois, il y a encore maintenant deux affaires en suspens et qui concernent deux clubs de Ligue I que sont l'USM El Harrach et le RC Kouba. Ces deux formations évoluent avec leurs joueurs issus de l'équipe réserve et ne sont pas en mesure de faire jouer leurs éléments titulaires. Les deux patrons de l'USMH et du RCK, Mohamed Laïb et Mohamed-Seghir Farès, respectivement, se

sont pris au président de la Ligue professionnelle de football (LFP), Mohamed Medouar, qu'ils accusent de vouloir les saboter en faveur de son ex-formation, l'ASO Chlef. Laïb a affirmé qu'il a réglé une grande partie de la dette du club et que malgré cela il n'a pas eu gain de cause jusque là et n'a pas récupéré les licences. «Au jour d'aujourd'hui, nous avons réglé de 55 à 60 millions de dinars sur l'ensemble des 81 millions de dinars représentant les dettes du club. Au total, nous avons régularisé 17 joueurs et deux entraîneurs. Il y a des cas en cours de règlement qui sont entre les mains du tribunal administratif. Ces cas-là doivent être retirés des dossiers de la Chambre de résolution des litiges (CRL), ce qui devrait nous permettre de faire baisser nos dettes au-dessous du seuil tolérable de 10 millions de dinars et du coup bénéficier des nouvelles licences», a indiqué Laïb au cours d'un point de presse à Alger. Le président du RCK, Mohamed-Seghir Fares, n'a pas hésité à tirer à boulets rouges, lui aussi, sur Medouar, estimant qu'il avait en sa possession les documents nécessaires pour revenir au seuil des 10 millions de dinars de dettes. Toutefois, le patron de la Ligue a été clair avec ces deux présidents en avouant qu'il ne leur accordera les licences qu'après avoir réglé toutes leurs dettes et apporter les dettes que tout est réglé. Pour l'USMH, il dira que Laïb n'a pas encore réglé les dettes des deux entraîneurs Charef et Abdelaâziz, alors que pour ce qui est du cas du RCK, il affirmera que certains documents ne sont pas justifiés et qu'il attend que le dossier soit complété.

Imad M.

Championnats arabes U14 de Tennis

Bouchra Mebarki sacrée

■ La joueuse de tennis algérienne Bouchra Mebarki a été sacrée championne arabe des moins de 14 ans (U14) en battant en finale la Tunisienne Jeribi Ghayda en deux sets (6-2, 6-3), lundi à Tunis. L'Algérienne, sous la conduite de l'entraîneur national Wakil Keciba, s'est distinguée depuis le début de ces Championnats arabes U13 et U14, écartant notamment de sa route les Égyptiennes Wael Arafet (6-0, 6-2) et Hana Cherif (6-3, 6-3) en quarts et demies. Il s'agit de l'unique titre algérien dans cette compétition en simple, après l'élimination, aux premiers tours, de Mohamed Reda Ghetas et Kichou Slimane (U13) ainsi que de Ramzi Brahimi, Abdelkrim Benosmane et Ines Cherif (U14).

Championnats d'Afrique U20 et U18 d' Athlétisme

Les prochaines éditions en avril 2019 à Abidjan

■ Les Championnats d'Afrique des moins de 20 ans (U20) et moins de 18 ans (U18) se dérouleront en avril 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire), a annoncé lundi la Confédération africaine d'athlétisme (CAA). «Les prochains Championnats d'Afrique U20 et U18 se dérouleront à Abidjan en avril 2019, durant les vacances scolaires», précise le communiqué de la CAA, publié sur sa page Facebook. La précédente édition des Championnats d'Afrique d'athlétisme s'était déroulée à Tlemcen (Algérie) en juin 2017. L'Éthiopie avait dominé le tableau des médailles avec 13 breloques en or, devant l'Afrique du Sud (12 or) et l'Algérie (4 or).

Sanctions de la LFP

Slimani suspendu pour six mois

■ L'entraîneur du RC Kouba (Ligue 2 Mobilis de football) Ahmed Slimani a écopé de six mois de suspension, dont trois avec sursis, «de toute fonction officielle à compter du 27 août 2018 pour violation de l'obligation de réserve», a annoncé lundi la Ligue de football professionnelle (LFP) sur son site officiel. Outre cette sanc-

tion, Ahmed Slimani devra s'acquitter d'une amende financière de 200.000 dinars. Par ailleurs, l'entraîneur de la JSM Skikda, Lyamine Bougherara, a écopé d'un mois de suspension de toute fonction officielle pour «comportement antisportif envers joueur» en plus d'une amende de 30.000 dinars.

Championnat d'Afrique de natation (seniors)

Plus de 200 athlètes attendus à Alger

■ Plus de 200 nageurs d'une vingtaine de pays sont attendus à Alger pour prendre part au 13e Championnat d'Afrique (hommes et dames), prévu à la piscine du complexe Mohamed-Boudiaf du 10 au 15 septembre, a-t-on appris du Comité d'organisation conduit par le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed-Hakim Boughadou. «32 pays ont émis le voeu de prendre part au 13e Championnat d'Afrique de natation à Alger, mais au jour d'aujourd'hui, 20 seulement se sont engagés officiellement. L'opération est toujours en cours jusqu'au 31 août», a indiqué le secrétaire général de la FAN, Djaffar Benzerouk. Le programme arrêté pour la compétition comprend toutes les spécialités olympiques et propose 12 séances,

avec les éliminatoires le matin et les finales en fin d'après-midi. En parallèle au 13e Championnat d'Afrique des nations seniors Open (hommes et dames), il sera organisé, du 11 au 13 septembre, le Championnat d'Afrique Masters, ouvert à plusieurs catégories d'âge (de 25 ans et plus). Les deux championnats seront suivis, le 16 septembre, par le Championnat d'Afrique en eau libre (5 kilomètres) au barrage de Boukerdane (Tipasa). «Les préparatifs vont bon train et les différentes commissions s'attendent à réunir les meilleures conditions de séjour des hôtes de l'Algérie et aussi les plus adéquates pour la réussite des trois rendez-vous», a souligné le SG de la fédération. Avant le coup d'envoi du 13e Championnat d'Afrique Open, la

Confédération africaine de natation (CAN) tiendra une réunion ordinaire de son bureau exécutif, sous la présidence du Sud-Africain Ram Samy Sam, patron de l'instance continentale. En prévision de ce rendez-vous, la sélection algérienne de natation seniors (15 hommes et 13 dames) poursuit sa préparation à la piscine du 5-Juillet, avec, au programme, du biquotidien, sous la houlette de six entraîneurs. Il est à rappeler que lors de la précédente édition du Championnat d'Afrique disputée en 2016 à Bloemfontein (Afrique du Sud), l'Algérie avait terminé en seconde position avec un total de 20 médailles (7 or, 7 argent et 6 bronze). Le chef de file de la natation algérienne, Oussama Sahnoune, avait été sacré meilleur athlète de l'édition.

France

Le ministre de l'Ecologie, Nicolas Hulot, démissionne

Le ministre français de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a annoncé hier son départ du gouvernement dont il était un des membres les plus populaires, après un an d'atermoiements et faute d'obtenir des avancées suffisantes en matière d'environnement. «Je prends la décision de quitter le gouvernement», a-t-il déclaré sur la radio France inter, après avoir confié qu'il se sentait «tout seul à la manoeuvre» sur les enjeux environnementaux au sein du gouvernement.

«Je vais prendre la décision la plus difficile de ma vie, je ne veux plus mentir, je ne veux pas donner l'illusion que ma présence au gouvernement signifie qu'on est à la hauteur sur ces enjeux-là», a ajouté l'ex-animateur de l'émission de télévision à succès *Ushuaïa*.

Il s'agit d'un coup dur pour le président Emmanuel Macron qui avait réussi à convaincre le populaire M. Hulot à entrer au gouvernement en mai 2017. Nicolas Hulot, 62 ans, a précisé qu'il n'avait prévu ni Emmanuel Macron ni le Premier ministre, Edouard Philippe.

«Je sais que ce n'est pas très protocolaire», a-t-il admis, confiant sa crainte qu'ils cherchent «une fois encore» à le «dissuader» de démissionner.

Invité au même moment sur le plateau de RMC, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a «regretté ce départ» et rendu «hommage au travail accompli» par Nicolas Hulot.

Mais il aussi déploré un manque de «courtoisie» du désormais ex-ministre envers M. Macron. Le chef de la droite française et président du parti Les Républicains (LR) Laurent Wauquiez, a déclaré qu'il pouvait «comprendre» que Nicolas Hulot «se sente trahi» par Emmanuel Macron.

Reda A.

Ils interpellent les Nations unies

Les Rohingyas veulent que les généraux birmans soient traduits en justice

Des responsables rohingyas réfugiés au Bangladesh ont appelé mardi les Nations unies à s'assurer que les généraux birmans étaient traduits en justice, au lendemain d'un rapport de l'ONU accusant l'armée de «génocide» contre la minorité musulmane.

Au terme d'une longue enquête, la Mission d'établissement des faits de l'ONU sur la Birmanie a recommandé lundi de poursuivre plusieurs membres du haut commandement militaire birman pour «génocide», «crimes contre l'humanité» et «crimes de guerre» contre les Rohingyas.

«L'ONU doit s'assurer que la justice s'accomplit», a déclaré le responsable communautaire Abdul Gowffer, cité par l'AFP.

En 2017, plus de 700 000 Rohingyas ont fui au Bangladesh voisin après une offensive de l'armée birmane. Malgré les récits concordants rapportés par les réfugiés de massacres, viols et incendies de villages, les autorités birmannes nient en bloc.

«Les commandants doivent faire face à un procès de la Cour pénale internationale» de La Haye, a estimé Abdul Gowffer.

R. I.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SAOUDIENNE AU VOLANT



Médéa

Destruction de trois casemates pour terroristes



Trois casemates pour terroristes ont été découvertes et détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) lundi, lors d'une opération de recherche et de ratissage menée à Médéa (1^{ère} Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire à découvert et détruit, le 27 août 2018, trois casemates pour terroristes»,

la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et suite à une opération de recherche et de ratissage menée à Médéa (1^{ère} Région militaire), un détachement de l'Armée nationale populaire à découvert et détruit, le 27 août 2018, trois casemates pour terroristes»,

précise le communiqué. D'autre part, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, lors d'opérations distinctes à Naâma (2^{ème} Région militaire) et Khenchela (5^{ème} Région militaire), trois individus en possession de deux fusils de chasse et d'une quantité de munitions, tandis que 1 500 unités de différentes boissons ont été saisies à Mostaganem (2^{ème} Région militaire)».

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières «ont intercepté 16 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen et Laghouat», ajoute la même source.

H. K.

Aïn Defla

Les corps de deux jeunes repêchés de l'Oued Chellif

Les éléments de la Protection civile de Aïn Defla ont repêché lundi après-midi les corps de deux jeunes retrouvés inanimés au niveau de l'Oued Chellif, à hauteur de la commune de Rouina (15 km au nord du chef-lieu de wilaya), a-t-on appris auprès de la direction locale de ce corps constitué.

Selon les informations recueillies, les victimes (14 et 16 ans) qui venaient d'achever leur travail quotidien consistant en l'arrachage d'oignons au niveau d'un champ situé non loin de l'Oued Chellif se sont résolus à y faire trem-

per pour atténuer un peu la chaleur torride sévissant dans la région, ne se doutant guère qu'ils allaient y laisser leur vie.

Les corps des deux jeunes ont été transférés à la morgue de l'hôpital Mekour Hamou de Aïn Defla, a-t-on précisé.

Au total, 11 interventions ont été effectuées par la Protection civile de Aïn Defla depuis le début de l'année en cours, a-t-on déploré, faisant état de 11 personnes décédées et de deux autres sauvées d'une mort certaine.

R. K.

Ooredoo partenaire du 32^{ème} Camp des Scouts arabes

Ooredoo est le partenaire de la 32^{ème} édition du Camp des Scouts arabes, qui se tient à Alger du 25 août au 5 septembre 2018 sous le slogan «Le rêve arabe».

Placée sous le haut patronage de Son Excellence le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, cette manifestation panarabe, organisée par les Scouts musulmans algériens (SMA), regroupe plus de 1 200 participants représentant une vingtaine de pays arabes.

Cette édition, qu'accueille l'Algérie pour la troisième fois, vise à promouvoir le vivre-

ensemble, la culture de la paix ainsi que la solidarité et la fraternité entre les peuples. Un riche programme est concocté par le Comité d'organisation au profit des participants avec, notamment des activités culturelles et éducatives, des visites touristiques, des animations aquatiques, des jeux de divertissement et des conférences thématiques.

Par sa participation à ce 32^{ème} Camp des Scouts arabes, Ooredoo confirme son statut d'entreprise citoyenne résolument impliquée dans le soutien des événements qui contribuent au rayonnement de l'Algérie.

Communiqué

ACTU...

Accidents de la circulation 40 morts en une semaine

Quarante personnes ont trouvé la mort et 1 764 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant la période du 19 au 25 août en cours dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile.

La wilaya de Mascara déplore le bilan le plus lourd avec le décès de cinq personnes. Par ailleurs, et durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 4 228 opérations d'assistance aux personnes en danger en évacuant 8 900 malades vers les structures sanitaires et sont, en outre, intervenus pour l'extinction de 2 428 incendies urbains, industriels et autres.

K. B.

Dans une explosion de gaz à Alger Deux plombiers brûlés au 3^{ème} degré

Deux plombiers, victimes de brûlures au 3^{ème} degré, ont été évacués hier matin en urgence vers l'hôpital spécialisé de Douéra, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger.

Deux plombiers, qui effectuaient des travaux dans une villa en construction à Sidi M'Barek (El Achour) ont été victimes hier de brûlures au 3^{ème} degré suite à une explosion de gaz survenue à 9h41, a précisé à l'APS, le lieutenant Benkhalfallah Khaled, chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger. Les deux victimes âgées respectivement de 37 et 44 ans ont été évacuées vers l'hôpital spécialisé de Douéra, a-t-il ajouté.

H. M.

De nombreux individus ont été arrêtés Saisie de 747 pièces archéologiques

Les services de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les cellules régionales de lutte contre les atteintes aux biens culturels, ont traité 29 affaires ayant permis l'arrestation de 39 individus et la saisie de 747 pièces archéologiques composées de pièces de monnaie anciennes et de bijoux et ce, durant le premier semestre de l'année 2018, indique lundi un communiqué du ministère de la Culture.

Les pièces saisies ont été remises aux différentes directions de la culture dans les wilayas concernées, précise le communiqué.

Le ministère de la Culture a salué le grand professionnalisme des services compétents de la Gendarmerie nationale visant à préserver les biens culturels, se félicitant, à cette occasion, de la coopération entre ses services et les différents corps de sécurité à l'effet de mettre fin aux atteintes au patrimoine culturel par les réseaux de contrebande.

H. M.

Libye Trêve dans les combats près de Tripoli

Les combats meurtriers entre milices rivales au sud de Tripoli ont cessé dans la nuit de lundi à mardi après une trêve qui doit encore être consolidée par un accord de cessez-le-feu, selon des témoins et une source au sein des services de sécurité. Selon une habitante de Aïn Zara, en banlieue sud-est de la capitale, la calme est revenu hier matin dans ce quartier, théâtre la veille, de violents affrontements. D'autres habitants des quartiers de Salaheddine et Khallet al-Ferjan, au sud de Tripoli, où se sont concentrés les combats, ont confirmé l'accalmie, même si certaines routes restaient fermées à la circulation, selon eux.

Y. T.